

Paardrijden		
Sporters van een C-kader	Sporters van een B-kader	Sporters van een A-kader
16-23 jaar	18-23 jaar	18 jaar

Rolschaatsen		
Sporters van een C-kader	Sporters van een B-kader	Sporters van een A-kader
14-19 jaar	16-23 jaar	16 jaar

Zweefvliegen		
Sporters van een C-kader	Sporters van een B-kader	Sporters van een A-kader
18-25 jaar	18-25 jaar	18 jaar

Sportklimmen		
Sporters van een C-kader	Sporters van een B-kader	Sporters van een A-kader
14-23 jaar	16-23 jaar	16 jaar

Triatlon		
Sporters van een C-kader	Sporters van een B-kader	Sporters van een A-kader
15-23 jaar	17-23 jaar	17 jaar

Oriëntatielopen		
Sporters van een C-kader	Sporters van een B-kader	Sporters van een A-kader
16-23 jaar	18-23 jaar	18 jaar

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit tot vaststelling van de sporten en leeftijdscategorieën voor de toekenning van de status van sporter van een C-kader, B-kader of A-kader in de Duitstalige Gemeenschap. Eupen, 18 september 2015.

De Viceminister-President,  
Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,  
Mevr. I. WEYKMANS

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2015/31835]

2 AVRIL 2014 — Décret portant assentiment à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Djakarta le 9 novembre 2009

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Djakarta le 9 novembre 2009, sortiront leur plein et entier effet.

*Annexe au décret portant assentiment à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Djakarta le 9 novembre 2009*

**Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part**

La Communauté européenne,  
ci-après dénommée « la Communauté »,  
ainsi que

Le Royaume de Belgique,  
La République de Bulgarie,  
La République tchèque,  
Le Royaume de Danemark,  
La République fédérale d'Allemagne,  
La République d'Estonie,

L'Irlande,  
La République hellénique,  
Le Royaume d'Espagne,  
La République française,  
La République italienne,  
La République de Chypre,  
La République de Lettonie,  
La République de Lituanie,  
Le Grand-Duché de Luxembourg,  
La République de Hongrie,  
Malte,  
Le Royaume des Pays-Bas,  
La République d'Autriche,  
La République de Pologne,  
La République portugaise,  
La Roumanie,  
La République de Slovénie,  
La République slovaque,  
La République de Finlande,  
Le Royaume de Suède,  
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommées « les États membres »,

d'une part,

et

le Gouvernement de la République d'Indonésie,

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement « les parties »,

Considérant les liens traditionnels d'amitié entre la République d'Indonésie et la Communauté ainsi que les relations historiques, politiques et économiques étroites qui les unissent,

Ayant égard à l'importance particulière que les parties attachent au caractère global de leurs relations mutuelles,

Réaffirmant l'attachement des parties au respect des principes de la charte des Nations unies,

Réaffirmant l'engagement des parties au respect, à la promotion et à la protection des principes démocratiques et des droits de l'homme fondamentaux à l'État de droit, à la paix et à la justice internationale conformément, entre autres, à la déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, au statut de Rome et à d'autres instruments internationaux en matière de droits de l'homme applicables aux deux parties,

Réaffirmant le respect de la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la République d'Indonésie,

Réaffirmant leur attachement aux principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance et leur désir de promouvoir des progrès économiques et sociaux pour leur population, en tenant compte du principe de développement durable et des exigences en matière de protection de l'environnement,

Réaffirmant que les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que ceux qui en sont accusés devraient être traduits en justice et dûment sanctionnés s'ils sont reconnus coupables et que leur répression doit être effectivement assurée en prenant des mesures au niveau national et en renforçant la collaboration au niveau mondial,

Exprimant leur engagement total dans la lutte contre toutes les formes de criminalité et de terrorisme transnationaux organisés conformément au droit international, notamment à la législation sur les droits de l'homme, aux principes humanitaires applicables aux questions relatives aux migrations et aux réfugiés et ainsi qu'au droit international humanitaire, et leur résolution à créer des instruments internationaux efficaces pour assurer leur éradication,

Reconnaissant que l'adoption des conventions internationales pertinentes et d'autres résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies correspondantes, notamment la résolution 1540, sont à la base de l'engagement de l'ensemble de la communauté internationale dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive,

Reconnaissant la nécessité de renforcer les obligations en matière de désarmement et de non-prolifération en vertu du droit international, dans le but, entre autres, d'exclure le danger constitué par les armes de destruction massive,

Reconnaissant l'importance de l'accord de coopération du 7 mars 1980 entre la Communauté économique européenne et l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande – pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et des protocoles d'association ultérieurs,

Reconnaissant l'importance d'un renforcement des relations existantes entre les parties en vue d'améliorer la coopération entre elles et leur volonté commune de consolider, d'approfondir et de diversifier leurs relations dans les domaines d'intérêt commun sur la base des principes d'égalité, de non-discrimination, de respect de l'environnement naturel et de bénéfice mutuel,

Confirmant leur désir d'améliorer, en tenant compte des activités entreprises dans un cadre régional, la coopération entre la Communauté européenne et la République d'Indonésie, sur la base de valeurs communes et du bénéfice mutuel,

Conformément à leurs législations et réglementations respectives,

Sont convenus des dispositions suivantes :

### TITRE I — *Nature et portée*

#### Article 1<sup>er</sup>. Principes généraux

1. Le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'homme inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que d'autres instruments internationaux de défense des droits de l'homme applicables aux deux parties, sous-tend les politiques intérieures et internationales des parties et constitue un aspect essentiel de l'accord.

2. Les parties confirment leurs valeurs partagées exprimées dans la charte des Nations unies.

3. Les parties confirment leur engagement à promouvoir le développement durable, à coopérer pour relever le défi du changement climatique et à contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

4. Les parties réaffirment leur engagement à l'égard de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide et conviennent de renforcer la coopération en vue d'améliorer les résultats dans le domaine du développement.

5. Les parties réaffirment leur attachement aux principes d'une bonne gouvernance, à l'État de droit, notamment à l'indépendance du pouvoir judiciaire, et à la lutte contre la corruption.

6. La mise en œuvre du présent accord de partenariat et de coopération est fondée sur les principes d'égalité et de bénéfice mutuel.

#### Art. 2. Objectifs de la coopération

Dans le but de renforcer leurs relations bilatérales, les parties s'engagent à un dialogue global et à davantage de coopération dans tous les secteurs d'intérêt commun. Leurs efforts visent notamment à :

a) mettre en place une coopération bilatérale dans toutes les instances et organisations régionales et internationales compétentes;

b) développer le commerce et l'investissement entre les parties à leur avantage mutuel;

c) mettre en place une coopération dans tous les domaines liés au commerce et à l'investissement d'intérêt commun afin de faciliter les flux d'échanges et d'investissement et de prévenir et supprimer les obstacles au commerce et à l'investissement, notamment, le cas échéant, par le biais des initiatives régionales en cours et futures de la CE-ANASE;

d) mettre en place une coopération dans tous les autres secteurs d'intérêt commun, notamment le tourisme, les services financiers, la fiscalité et la douane, la politique macroéconomique, la politique industrielle et les PME, la société de l'information, la science et la technologie; l'énergie, les transports et la sécurité des transports, l'éducation et la culture, les droits de l'homme, l'environnement et les ressources naturelles, y compris le milieu marin, la sylviculture; l'agriculture et le développement rural, la coopération dans le domaine maritime et de la pêche, la santé, la sécurité alimentaire, la santé animale, statistiques, la protection des données à caractère personnel, la coopération en matière de modernisation de l'administration publique et les droits de propriété intellectuelle;

e) mettre en place une coopération sur les questions de migration, licite et illicite, de traite et de trafic d'êtres humains;

f) mettre en place une coopération dans le domaine des droits de l'homme et de la justice;

g) mettre en place une coopération en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive;

h) mettre en place une coopération en matière de lutte contre la criminalité et le terrorisme transnationaux, notamment la fabrication et le trafic de drogues illicites et de leurs précurseurs et le blanchiment des capitaux;

i) favoriser la participation actuelle et future des deux parties aux programmes de coopération sous-régionaux et régionaux appropriés;

j) améliorer le profil des deux parties dans leur région respective;

k) promouvoir la compréhension interpersonnelle par la coopération entre différentes entités non gouvernementales telles que les groupes de réflexion, les universités, la société civile et les médias, par l'organisation de séminaires, de conférences, d'échanges de jeunes et d'autres activités.

#### Art. 3. Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

1. Les parties estiment que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, tant aux acteurs étatiques que non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la stabilité et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent dès lors de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs en respectant pleinement et en appliquant au niveau national les obligations qui leur incombent actuellement en vertu des traités/conventions internationaux sur le désarmement et la non-prolifération, ainsi que d'autres accords multilatéralement négociés et obligations internationales en vertu de la charte des Nations unies. Les parties conviennent que cette disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

3. Les parties conviennent en outre de coopérer et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la mise en œuvre des instruments internationaux sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive, applicables aux deux parties, notamment par des échanges d'informations, de savoir-faire et d'expérience.

4. Les parties conviennent également de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs en prenant les mesures nécessaires pour signer, ratifier ou adhérer, selon le cas, à tous les autres instruments internationaux pertinents et les mettre pleinement en œuvre.

5. Les parties conviennent en outre de coopérer à la mise en place d'un système national efficace de contrôle des exportations, destiné à prévenir la prolifération, consistant en un contrôle des exportations et du transit des marchandises liées aux armes de destruction massive, ainsi qu'en un contrôle de l'utilisation finale des technologies à double usage, et comportant des sanctions efficaces en cas d'infraction aux contrôles des exportations.

6. Les parties conviennent de mettre en place un dialogue politique régulier qui accompagnera et renforcera ces éléments. Ce dialogue peut se dérouler sur une base régionale.

**Art. 4.** Coopération juridique

1. Les parties coopèrent sur les questions ayant trait à leurs systèmes juridiques, lois et institutions judiciaires, y compris à leur efficacité, notamment par un échange de vues et de savoir-faire et par un renforcement des capacités. Dans le cadre de leurs pouvoirs et compétences, les parties s'efforcent de fournir une assistance juridique mutuelle en matière pénale et d'extradition.

2. Les parties réaffirment que les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble ne peuvent rester impunis et que ceux qui en sont accusés devraient être traduits en justice et dûment sanctionnés s'ils sont reconnus coupables.

3. Les parties conviennent de coopérer à la mise en œuvre du décret présidentiel sur le plan national d'action pour les droits de l'homme 2004-2009, notamment aux travaux préparatoires à la ratification et à l'application des instruments internationaux de défense des droits de l'homme tels que la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et le statut de Rome de la Cour pénale internationale.

4. Les parties reconnaissent le caractère bénéfique d'un dialogue sur ce sujet.

**Art. 5.** Coopération dans la lutte contre le terrorisme

1. Les parties, réaffirmant l'importance de la lutte contre le terrorisme et conformément aux conventions internationales applicables, y compris les instruments en matière de droits de l'homme et le droit humanitaire international, ainsi qu'à leurs législations et réglementations respectives, et compte tenu de la stratégie mondiale contre le terrorisme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies dans la résolution n° 60/288 du 8 septembre 2006 et de la déclaration conjointe UE-ANASE sur la coopération dans la lutte contre le terrorisme adoptée le 28 janvier 2003, conviennent de coopérer à la prévention et à l'éradication des actes terroristes.

2. Dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres résolutions pertinentes de l'ONU, des conventions et des instruments internationaux applicables aux deux parties, celles-ci coopèrent dans la lutte contre le terrorisme, entre autres de la manière suivante :

- par un échange d'informations sur les groupes terroristes et leurs réseaux de soutien, conformément au droit international et national;

- par un échange de vues sur les moyens et les méthodes utilisés pour contrer le terrorisme, notamment dans les domaines techniques et au niveau de la formation, et par un échange d'expériences dans le domaine de la prévention du terrorisme;

- par une coopération en matière d'application de la législation, un renforcement du cadre juridique et une action sur les conditions qui alimentent la propagation du terrorisme;

- par une coopération en vue de l'amélioration du contrôle et de la gestion des frontières, un renforcement des capacités par la mise en place de réseaux, des programmes de formation, des échanges de hauts fonctionnaires, d'universitaires, d'analystes et d'opérateurs de terrain, et l'organisation de séminaires et de conférences.

**TITRE II — Coopération dans les organisations régionales et internationales**

**Art. 6.** Les parties s'engagent à échanger leurs vues et à coopérer dans les instances et organisations régionales et internationales telles que les Nations unies, le dialogue UE-ANASE, le Forum régional de l'ANASE (FRA), le Sommet Asie-Europe (ASEM), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

**TITRE III — Coopération bilatérale et régionale**

**Art. 7.** 1. Pour chaque domaine de dialogue et de coopération au titre du présent accord, tout en mettant dûment l'accent sur les questions relevant de la coopération bilatérale, les deux parties conviennent de mener à bien les activités concernées au niveau bilatéral ou régional ou en combinant les deux cadres. Pour le choix du cadre approprié, les parties cherchent à maximiser l'incidence sur toutes les parties concernées et à renforcer la participation de ces dernières tout en utilisant au mieux les ressources disponibles, en tenant compte de la faisabilité politique et institutionnelle et, le cas échéant, en assurant la cohérence avec d'autres activités impliquant des partenaires de la Communauté et de l'ANASE.

2. La Communauté et l'Indonésie peuvent, selon le cas, décider d'étendre le soutien financier aux activités de coopération dans les domaines couverts par l'accord ou s'y rapportant, conformément à leurs procédures et ressources financières respectives. Cette coopération peut notamment porter sur l'organisation de programmes de formation, d'ateliers et de séminaires, des échanges d'experts, des études et d'autres actions convenues par les parties.

**TITRE IV — Coopération en matière de commerce et d'investissement****Art. 8.** Principes généraux

1. Les parties s'engagent dans un dialogue sur le commerce bilatéral et multilatéral et les questions liées au commerce en vue de renforcer leurs relations commerciales bilatérales et de faire progresser le système commercial multilatéral.

2. Les parties s'engagent à promouvoir le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux réciproques au niveau le plus élevé possible et à leur avantage mutuel. Elles s'engagent à améliorer les conditions d'accès au marché en œuvrant à la suppression des obstacles aux échanges, notamment en supprimant en temps voulu les barrières non tarifaires et en prenant des mesures visant à améliorer la transparence, tout en tenant compte des travaux effectués par les organisations internationales dans ce domaine.

3. Reconnaissant que le commerce joue un rôle indispensable dans le développement et qu'une aide sous la forme de régimes de préférences commerciales s'est avérée bénéfique pour les pays en développement, les parties s'efforcent d'intensifier les consultations sur cette aide dans le respect total des règles de l'OMC.

4. Les parties se tiennent informées de l'évolution des politiques commerciales et liées au commerce telles que la politique agricole, la politique de sécurité alimentaire, la politique en matière de santé animale, la politique des consommateurs, la politique sur les substances chimiques dangereuses et la politique de gestion des déchets.

5. Les parties encouragent le dialogue et la coopération pour améliorer leurs relations commerciales et les courants d'investissement, notamment par un renforcement des capacités techniques pour résoudre des problèmes dans les domaines visés aux articles 9 à 16.

**Art. 9. Questions sanitaires et phytosanitaires (SPS)**

Les parties examinent et échangent des informations sur les procédures en matière de législation, d'homologation et d'inspection, en particulier dans le cadre de l'accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), l'Office international des épizooties (OIE) et la Commission du Codex Alimentarius.

**Art. 10. Obstacles techniques au commerce (OTC)**

Les parties contribuent à promouvoir l'utilisation de normes internationales, coopèrent et échangent des informations sur les normes, les procédures d'évaluation de la conformité et les réglementations techniques, notamment dans le cadre de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC).

**Art. 11. Protection des droits de propriété intellectuelle**

Les parties coopèrent en vue d'améliorer et de faire respecter la protection de la propriété intellectuelle et son utilisation sur la base des meilleures pratiques, et de promouvoir la diffusion des connaissances dans ce domaine. Cette coopération peut porter sur l'échange d'informations et d'expériences sur des questions telles que l'usage, la promotion, la diffusion, la rationalisation, la gestion, l'harmonisation, la protection et le respect effectif des droits de propriété intellectuelle, la prévention de l'utilisation abusive de ces droits et la lutte contre la contrefaçon et la piraterie.

**Art. 12. Facilitation des échanges**

Les parties partagent des expériences et examinent les possibilités de simplifier les procédures d'importation, d'exportation et d'autres régimes douaniers, d'améliorer la transparence des réglementations commerciales et de développer la coopération douanière, notamment les mécanismes d'assistance administrative mutuelle, et recherchent également une convergence de vues et une action commune dans le cadre des initiatives internationales. Les parties veillent particulièrement à renforcer la dimension sécurité du commerce international, y compris dans les services de transport, et à garantir une approche équilibrée entre facilitation des échanges et lutte contre la fraude et les irrégularités.

**Art. 13. Coopération douanière**

Sans préjudice d'autres formes de coopération prévues dans le présent accord, les deux parties affirment l'intérêt qu'elles accordent à l'examen de la possibilité de conclure à l'avenir un protocole sur la coopération douanière, y compris d'assistance mutuelle, dans le cadre institutionnel tracé par le présent accord.

**Art. 14. Investissement**

Les parties favorisent un flux d'investissement plus important par le développement d'un environnement attrayant et stable pour l'investissement réciproque à travers un dialogue cohérent visant à améliorer la compréhension et la coopération sur les questions d'investissement, à explorer certains mécanismes administratifs permettant de faciliter les flux d'investissement et à promouvoir un régime d'investissement stable, transparent, ouvert et non discriminatoire.

**Art. 15. Politique de concurrence**

Les parties contribuent à promouvoir l'instauration et l'application effectives de règles de concurrence, ainsi que la diffusion d'informations afin de favoriser la transparence et la sécurité juridique pour les entreprises opérant sur les marchés respectifs.

**Art. 16. Services**

Les parties instaurent un dialogue cohérent visant notamment à échanger des informations sur leurs environnements réglementaires respectifs, à promouvoir l'accès à leurs marchés respectifs et aux sources de capital et de technologie, ainsi qu'à favoriser le commerce de services entre les deux régions et sur les marchés de pays tiers.

**TITRE V — Coopération dans d'autres domaines****Art. 17. Tourisme**

1. Les parties peuvent coopérer pour améliorer l'échange d'informations et instaurer de meilleures pratiques afin d'assurer un développement équilibré et durable du tourisme conformément au code éthique mondial du tourisme approuvé par l'Organisation mondiale du tourisme et aux principes de durabilité à la base du processus de l'Agenda local 21.

2. Les parties peuvent intensifier leur coopération pour sauvegarder et optimiser les potentialités du patrimoine naturel et culturel, atténuer les incidences négatives du tourisme et augmenter l'apport positif de l'industrie touristique au développement durable des communautés locales, notamment par la promotion du tourisme écologique, le respect de l'intégrité et des intérêts des communautés locales et l'amélioration de la formation dans le secteur du tourisme.

**Art. 18. Services financiers**

Les parties conviennent qu'elles s'efforcent de promouvoir la coopération dans le domaine des services financiers, en fonction de leurs besoins et dans le cadre de leurs programmes et législations respectifs.

**Art. 19. Dialogue sur la politique économique**

1. Les parties conviennent de coopérer à la promotion de l'échange d'informations et du partage d'expériences sur leurs tendances et politiques économiques respectives, notamment dans le contexte de la coopération et de l'intégration économiques régionales.

2. Les parties s'efforcent d'approfondir le dialogue entre leurs autorités respectives sur les questions économiques, convenues par elles, notamment dans les domaines de la politique monétaire, la politique budgétaire (y compris fiscale), les finances publiques, la stabilisation macroéconomique et la dette extérieure.

3. Les parties reconnaissent qu'il est important d'améliorer la transparence et l'échange d'informations afin de faciliter l'application des mesures de prévention de la fraude ou de l'évasion fiscales, dans le contexte de leurs cadres juridiques respectifs. Elles conviennent d'améliorer la coopération dans ce domaine.

**Art. 20. Politique industrielle et coopération entre PME**

1. Les parties, tenant compte de leurs politiques et objectifs économiques respectifs, conviennent de stimuler la coopération en matière de politique industrielle dans tous les domaines qu'elles jugent appropriés, en vue d'améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, entre autres de la manière suivante :

- en échangeant des informations et en partageant des expériences sur la création de conditions favorables à l'amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises;
- en favorisant les contacts entre opérateurs économiques, en encourageant les investissements conjoints et les entreprises communes, ainsi que les réseaux d'information, grâce notamment aux programmes communautaires horizontaux existants, en stimulant, en particulier, les transferts technologiques et de savoir-faire entre les partenaires;
- en facilitant l'accès aux moyens de financement, en fournissant des informations et en stimulant l'innovation par l'échange de bonnes pratiques concernant l'accès au financement, en particulier pour les micro- et petites entreprises;
- par des projets de recherche communs dans des secteurs industriels déterminés et par une coopération sur les normes et les procédures d'évaluation de la conformité ainsi que sur les réglementations techniques, selon des modalités convenues d'un commun accord.

2. Les parties facilitent et soutiennent des activités pertinentes déterminées par leurs secteurs privés respectifs.

#### **Art. 21. Société de l'information**

Les parties, reconnaissant que les technologies de l'information et de la communication sont des éléments fondamentaux de la vie moderne et sont essentiels au développement économique et social, s'efforcent de coopérer en mettant entre autres l'accent sur :

- a) un dialogue approfondi sur les différents aspects de la société de l'information, en particulier les politiques et réglementations sur la communication électronique, notamment le service universel, les licences individuelles et les autorisations générales, la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, de même que l'indépendance et l'efficacité de l'autorité de tutelle;
- b) l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux et services de l'Union européenne, de l'Indonésie et de l'Asie du Sud-Est;
- c) la normalisation et la diffusion de nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- d) la promotion de la coopération en matière de recherche entre la Communauté et l'Indonésie dans le domaine des technologies de l'information et de la communication;
- e) des projets de recherche communs dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC);
- f) les questions/aspects liés à la sécurité des TIC.

#### **Art. 22. Sciences et technologie**

1. Les parties conviennent de coopérer dans les domaines de la science et de la technologie, dans des secteurs d'intérêt commun, tels que l'énergie, les transports, l'environnement, les ressources naturelles et la santé, en tenant compte de leurs politiques respectives.

2. Cette coopération a pour objet :

- a) d'encourager les échanges d'informations et de savoir-faire dans le domaine de la science et de la technologie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques et des programmes;
- b) de promouvoir des relations durables entre les communautés scientifiques, les centres de recherche, les universités et l'industrie;
- c) de favoriser la formation des ressources humaines;
- d) d'encourager d'autres formes de coopération convenues d'un commun accord.

3. La coopération peut prendre la forme de projets de recherche communs et d'échanges, de réunions et d'une formation des scientifiques par le biais des systèmes internationaux de mobilité, en prévoyant une diffusion maximale des résultats de la recherche.

4. Les parties encouragent leurs établissements d'enseignement supérieur, leurs centres de recherche et leurs secteurs de production respectifs, en particulier leurs petites et moyennes entreprises, à s'associer à cette coopération.

#### **Art. 23. Énergie**

Les parties s'efforcent d'améliorer la coopération dans le secteur de l'énergie. À cet effet, elles conviennent de favoriser les contacts mutuellement avantageux afin de :

- a) diversifier leurs sources d'énergie pour améliorer la sécurité d'approvisionnement en développant des formes d'énergie nouvelles et renouvelables et en coopérant à des initiatives industrielles en amont et en aval dans le secteur de l'énergie;
- b) parvenir à une utilisation rationnelle de l'énergie au niveau tant de l'offre que de la demande et encourager la coopération dans la lutte contre le changement climatique, notamment par le mécanisme pour un développement propre du protocole de Kyoto;
- c) promouvoir les transferts de technologie en vue d'une production et d'une utilisation efficaces de l'énergie;
- d) discuter de la question des liens entre accès abordable à l'énergie et développement durable.

#### **Art. 24. Transports**

1. Les parties s'efforcent de coopérer dans tous les secteurs appropriés de la politique des transports, en vue d'améliorer la circulation des marchandises et des passagers, de promouvoir la sécurité, la sûreté et la sécurité maritime et aérienne, le développement des ressources humaines, la protection de l'environnement et d'augmenter l'efficacité de leurs systèmes de transport.

2. Leur coopération peut revêtir, entre autres, les formes suivantes :

- a) des échanges d'informations sur leurs politiques et pratiques de transports respectives, notamment pour ce qui est du transport urbain, rural, fluvial et maritime, y compris leur logistique et l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux multimodaux de transport, ainsi que la gestion des chemins de fer, des ports et des aéroports;
- b) l'utilisation possible du système européen de navigation par satellite Galileo, l'accent étant mis sur les questions présentant un intérêt commun;
- c) un dialogue dans le domaine des services de transports aériens en vue d'un approfondissement des relations bilatérales dans les secteurs présentant un intérêt commun, y compris la modification de certains aspects des accords bilatéraux existants dans le domaine des services aériens entre l'Indonésie et les différents États membres, afin de les

rendre conformes aux législations et réglementations respectives des parties et d'étudier les possibilités d'une coopération plus étroite dans le domaine des transports aériens;

d) un dialogue dans le domaine des services de transports maritimes visant un accès illimité aux marchés maritimes internationaux et des échanges sur une base commerciale, la non-introduction de clauses de partage de cargaisons, le traitement national et la clause de la nation la plus favorisée pour les navires exploités par des ressortissants ou des sociétés de l'autre partie et les questions liées aux services de transport international porte à porte;

e) la mise en œuvre de normes et de réglementations en matière de sécurité, de sûreté et de prévention de la pollution, notamment en ce qui concerne les transports maritime et aérien, conformément aux conventions internationales correspondantes.

#### **Art. 25. Éducation et culture**

1. Les parties conviennent de promouvoir la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture en tenant dûment compte de leur diversité, afin d'améliorer leur compréhension mutuelle et la connaissance de leurs cultures respectives.

2. Les parties s'efforcent de prendre des mesures appropriées pour promouvoir les échanges culturels et réaliser des initiatives communes dans différents domaines culturels, dont l'organisation commune d'événements culturels. À cet égard, les parties conviennent également de continuer à soutenir les activités de la Fondation Asie-Europe.

3. Les parties conviennent de consulter les enceintes internationales compétentes, telles que l'UNESCO, de coopérer avec elles et d'échanger leurs vues sur la diversité culturelle, notamment sur les faits récents comme la ratification et la mise en œuvre de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

4. Les parties mettent en outre l'accent sur les mesures conçues pour créer des liens permanents entre leurs agences spécialisées respectives, pour encourager des échanges d'informations et de publications, de savoir-faire, d'étudiants, d'experts et de ressources techniques, pour promouvoir les TIC en tirant parti des moyens offerts par les programmes communautaires en Asie du Sud-Est dans les domaines de l'éducation et de la culture, ainsi que de l'expérience acquise par les deux parties en la matière. Les deux parties conviennent également d'encourager la mise en œuvre du programme Erasmus Mundus.

#### **Art. 26. Droits de l'homme**

1. Les parties conviennent de coopérer à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

2. Cette coopération peut notamment porter sur :

a) le soutien de la mise en œuvre du plan national d'action indonésien pour les droits de l'homme;

b) la promotion des droits de l'homme et l'éducation dans ce domaine;

c) le renforcement des institutions œuvrant dans le domaine des droits de l'homme.

3. Les parties reconnaissent le caractère bénéfique d'un dialogue sur ce sujet.

#### **Art. 27. Environnement et ressources naturelles**

1. Les parties conviennent de la nécessité de préserver et de gérer de manière durable les ressources naturelles et la diversité biologique en tant qu'éléments essentiels au développement des générations actuelles et futures.

2. Les conclusions du sommet mondial sur le développement durable ainsi que la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement applicables aux deux parties seront prises en considération dans toutes les activités entreprises par les parties en vertu du présent accord.

3. Les parties s'efforcent de poursuivre leur coopération dans les programmes régionaux sur la protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne :

a) la sensibilisation à l'environnement et la capacité de mise en œuvre de la législation;

b) le renforcement des capacités en matière de changement climatique et d'efficacité énergétique axé sur la recherche et le développement, le contrôle et l'analyse du changement climatique et des effets de serre et des programmes d'atténuation des risques et d'adaptation;

c) le renforcement des capacités en matière de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement et de participation à ces accords, notamment ceux ayant trait à la biodiversité, la biosécurité et la CITES;

d) la promotion des technologies, produits et services de l'environnement, y compris le renforcement des capacités en matière de gestion de l'environnement et d'étiquetage écologique;

e) la prévention des mouvements transfrontaliers clandestins de substances et déchets dangereux et d'autres types de déchets;

f) le contrôle de la conservation, de la pollution et de la dégradation de l'environnement côtier et marin;

g) la participation locale à la protection de l'environnement et au développement durable;

h) la gestion des sols et des terres;

i) des mesures visant à lutter contre la pollution transfrontalière provoquée par la « brume sèche ».

4. Les parties encouragent l'accès mutuel aux programmes menés dans ce domaine, selon les modalités spécifiques prévues dans ces programmes.

#### **Art. 28. Sylviculture**

1. Les parties conviennent de la nécessité de protéger, conserver et gérer de manière durable les ressources forestières et leur diversité biologique au profit des générations actuelles et futures.

2. Les parties s'efforcent de poursuivre leur coopération pour améliorer la gestion des forêts et des feux de forêts, la lutte contre l'exploitation clandestine des forêts et le commerce associé, et la promotion d'une gestion forestière durable.

3. Les parties mettent au point des programmes de coopération, portant notamment sur :

a) la promotion, par le biais des instances internationales, régionales et bilatérales compétentes, d'instruments juridiques pour faire face à l'exploitation clandestine des forêts et au commerce associé;

b) le renforcement des capacités, la recherche et le développement;

- c) l'appui au développement d'un secteur forestier durable;
- d) la mise en place de la certification forestière.

**Art. 29. Agriculture et développement rural**

Les parties conviennent d'intensifier leur coopération en matière d'agriculture et de développement rural. Cette coopération renforcée peut notamment porter sur les domaines suivants :

- a) la politique agricole et les perspectives agricoles internationales en général;
- b) les possibilités de supprimer les obstacles aux échanges de produits de la culture et de l'élevage;
- c) la politique de développement dans les zones rurales;
- d) la politique de qualité pour les produits de la culture et de l'élevage et les indications géographiques protégées;
- e) le développement des marchés et la promotion des relations commerciales internationales;
- f) le développement d'une agriculture durable.

**Art. 30. Pêche et milieu marin**

Les parties encouragent la coopération dans le domaine de la pêche et du milieu marin, au niveau bilatéral et multilatéral, notamment en vue de promouvoir un développement et une gestion durables et responsables de la pêche et du milieu marin. Cette coopération peut notamment porter sur les domaines suivants :

- a) l'échange d'informations;
- b) le soutien d'une politique durable et responsable à long terme de la pêche et du milieu marin, notamment en matière de conservation et de gestion des ressources côtières et marines;
- c) le soutien des efforts de lutte contre les pratiques de pêche illicite, non déclarée et non réglementée et
- d) le développement du marché et le renforcement des capacités.

**Art. 31. Santé**

1. Les parties conviennent de coopérer dans le secteur de la santé dans les domaines d'intérêt commun en vue de renforcer leurs activités ayant trait à la recherche, à la gestion du système de santé, à la nutrition, à la pharmacologie, à la médecine préventive, aux principales maladies contagieuses dont le VIH/SIDA, le SRAS et aux maladies non transmissibles telles que le cancer et les maladies cardiaques, les traumatismes de la route et d'autres menaces pour la santé, comme la toxicomanie.

2. La coopération se concrétise essentiellement par la réalisation :

- a) d'échanges d'informations et d'expériences dans les domaines précités;
- b) de programmes portant sur l'épidémiologie, la décentralisation, le financement de la santé, la responsabilisation des communautés et l'administration des services de santé;
- c) d'un renforcement des capacités par une assistance technique, de programmes de formation professionnelle;
- d) de programmes destinés à améliorer les services de santé et à soutenir les activités y afférentes telles que celles visant à réduire les taux de mortalité infantile et maternelle.

**Art. 32. Statistiques**

Les parties conviennent de promouvoir, conformément aux activités de coopération statistique existant entre la Communauté et l'ANASE, l'harmonisation des méthodes et pratiques statistiques, dont la collecte et la diffusion de statistiques, leur permettant ainsi d'utiliser, sur une base mutuellement acceptable, des statistiques sur le commerce des biens et des services et, plus généralement, sur tout autre domaine couvert par le présent accord qui se prête au traitement statistique, notamment la collecte, l'analyse et la diffusion.

**Art. 33. Protection des données personnelles**

1. Les parties conviennent de s'engager dans ce domaine, dans le but mutuel d'améliorer le niveau de protection des données à caractère personnel en tenant compte des meilleures pratiques internationales, notamment celles contenues dans les lignes directrices des Nations unies pour la réglementation des dossiers informatisés de données à caractère personnel (résolution 45/95 de l'Assemblée générale des Nations unies du 14 décembre 1990).

2. La coopération en matière de protection des données à caractère personnel peut comporter, entre autres, une assistance technique sous la forme d'échange d'informations et de savoir-faire, compte tenu de la législation et de la réglementation des parties.

**Art. 34. Migration**

1. Les parties réaffirment l'importance d'efforts communs en matière de gestion des flux migratoires entre leurs territoires et, en vue de renforcer leur coopération, elles engagent un dialogue approfondi sur toutes les questions relatives aux migrations, notamment l'immigration clandestine, le trafic des migrants et la traite des êtres humains, ainsi que sur l'assistance aux personnes ayant besoin d'une protection internationale. Les questions de migrations sont intégrées aux stratégies nationales de développement socio-économique des deux parties. Les deux parties conviennent de respecter les principes humanitaires lorsqu'elles abordent les questions relatives aux migrations.

2. La coopération entre les parties devrait s'effectuer selon une évaluation des besoins spécifiques menée en consultation mutuelle et être mise en œuvre conformément à leur législation correspondante en vigueur. Elle se concentre notamment sur :

- a) les causes profondes des migrations;
- b) l'élaboration et la mise en œuvre de lois et de pratiques nationales conformément à la législation internationale appropriée applicable aux deux parties en vue, notamment, de garantir le respect du principe du « non-refoulement »;
- c) les questions considérées comme présentant un intérêt commun dans le domaine des visas, des documents de voyage et de la gestion des contrôles aux frontières;
- d) les règles d'admission, ainsi que les droits et le statut des personnes admises, un traitement équitable pour tous les non-ressortissants en situation légale, l'éducation et la formation, de même que des mesures de lutte contre le racisme et la xénophobie;
- e) le renforcement des capacités techniques et humaines;

f) l'élaboration d'une politique préventive efficace contre l'immigration clandestine, le trafic de migrants et la traite des êtres humains, portant notamment sur les moyens de lutter contre les réseaux et les organisations criminelles de passeurs et de trafiquants et de protéger les victimes de ce type de trafic;

g) le retour et la promotion du retour volontaire, dans des conditions humaines et dignes, de personnes résidant illégalement sur le territoire d'un pays et leur réadmission, conformément au paragraphe 3.

3. Dans le cadre de la coopération visant à prévenir et à maîtriser l'immigration clandestine et sans préjudice de la nécessité de protéger les victimes de la traite des êtres humains, les parties conviennent en outre :

a) d'identifier leurs prétendus ressortissants et de réadmettre tous leurs ressortissants présents illégalement sur le territoire d'un État membre ou de l'Indonésie, sur demande et sans retard indu ni autres formalités, une fois leur nationalité établie;

b) de fournir à leurs ressortissants les documents d'identité appropriés à cet effet.

4. Les parties conviennent, sur demande, de négocier en vue de conclure un accord régissant les obligations spécifiques leur incombant en matière de réadmission, et comportant une obligation de réadmission de leurs ressortissants respectifs et de ressortissants d'autres pays. Cela concerne également la question des apatrides.

#### **Art. 35. Lutte contre la criminalité organisée et la corruption**

Les parties conviennent de coopérer et de contribuer à la lutte contre la criminalité organisée, à caractère économique et financier, et contre la corruption, dans le respect total de leurs obligations mutuelles internationales dans ce domaine, notamment par une coopération efficace dans le recouvrement d'actifs ou de fonds provenant d'actes de corruption. Cette disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

#### **Art. 36. Coopération dans la lutte contre les drogues illicites**

1. Dans les limites de leurs cadres juridiques respectifs, les parties coopèrent en vue de garantir une approche globale et équilibrée au moyen d'une action et d'une coordination efficaces entre les autorités compétentes, notamment des secteurs de la santé, de l'éducation, y compris des services de police, douaniers et sociaux, de la justice et de l'intérieur, ainsi que d'une réglementation du marché légal, dans le but de réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites et leur incidence sur les consommateurs de drogue et la société dans son ensemble et de prévenir plus efficacement le détournement des précurseurs chimiques utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

2. Les parties s'entendent sur les modalités de la coopération à mettre en œuvre en vue de réaliser ces objectifs. Les actions sont basées sur des principes communs relevant des conventions internationales en vigueur dans ce domaine, de la déclaration politique et de la déclaration spéciale sur les orientations à suivre pour réduire la demande de stupéfiants adoptées par la vingtième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur les drogues de 1998.

3. La coopération entre les parties peut comporter des échanges de vues sur les cadres législatifs et les meilleures pratiques ainsi qu'une assistance technique et administrative, notamment dans les domaines suivants : la prévention et le traitement de la toxicomanie selon différentes modalités dont la réduction des dommages liés à la toxicomanie; les centres d'information et de contrôle; la formation du personnel; la recherche en matière de drogue; la coopération judiciaire et policière et la prévention du détournement des précurseurs chimiques utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Les parties peuvent convenir d'inclure d'autres domaines.

4. Les parties peuvent coopérer pour promouvoir d'autres politiques de développement durable visant à réduire dans toute la mesure du possible la culture illicite de drogues, notamment du cannabis.

#### **Art. 37. Coopération dans la lutte contre le blanchiment de capitaux**

1. Les parties conviennent de la nécessité d'œuvrer et de coopérer afin d'empêcher que leurs systèmes financiers ne servent au blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles telles que le trafic de drogues et la corruption.

2. Les deux parties conviennent de coopérer par une aide administrative et technique ayant pour objet l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations et l'amélioration du fonctionnement des mécanismes destinés à lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, notamment par le recouvrement d'actifs ou de fonds provenant d'actes criminels.

3. La coopération permettra des échanges d'informations utiles dans leurs cadres législatifs respectifs et l'adoption de normes appropriées pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, équivalentes à celles adoptées par la Communauté et les organismes internationaux actifs dans ce domaine, comme le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI).

#### **Art. 38. Société civile**

1. Les parties reconnaissent le rôle et la contribution potentielle d'une société civile organisée, en particulier des milieux universitaires, au processus de dialogue et de coopération prévu dans le cadre du présent accord et acceptent de promouvoir un dialogue efficace avec cette même société civile organisée, ainsi que sa participation efficace.

2. Conformément aux principes démocratiques et aux dispositions législatives et réglementaires de chacune des parties, la société civile organisée peut:

a) participer au processus d'élaboration des politiques au niveau national;

b) être informée des consultations sur les politiques sectorielles et les stratégies de développement et de coopération, et y participer, notamment dans les domaines qui la concernent, à tous les stades du processus de développement;

c) gérer de manière transparente les ressources financières qui lui sont allouées à l'appui de ses activités;

d) participer à la mise en œuvre des programmes de coopération, notamment de renforcement des capacités, dans les domaines qui la concernent.

#### **Art. 39. Coopération en matière de modernisation**

de l'État et de l'administration publique

Les parties, se fondant sur une évaluation des besoins spécifiques menée en consultation mutuelle, conviennent de coopérer à la modernisation de leur administration publique, notamment dans les domaines suivants :

a) l'amélioration de l'efficacité organisationnelle;

- b) le renforcement de l'efficacité des institutions au niveau de la prestation de services;
- c) la garantie d'une gestion transparente des finances publiques et la responsabilisation;
- d) l'amélioration du cadre juridique et institutionnel;
- e) le renforcement des capacités nécessaires à la conception et à la mise en œuvre de politiques (services publics, élaboration et exécution du budget, lutte contre la corruption);
- f) le renforcement des systèmes judiciaires;
- g) l'amélioration des mécanismes et des services de contrôle de l'application de la loi.

**Art. 40.** Modalités de la coopération

1. Les parties conviennent, dans les limites de leurs ressources et de leurs réglementations respectives, de mettre à disposition des moyens appropriés, financiers et autres, pour permettre la réalisation des objectifs de coopération énoncés dans le présent accord.

2. Les parties encouragent la Banque européenne d'investissement à poursuivre ses opérations en Indonésie, conformément à ses procédures et à ses critères de financement ainsi qu'à la législation et réglementation en vigueur en Indonésie.

**TITRE VI — Cadre institutionnel**

**Art. 41.** Comité mixte

1. Les parties conviennent de mettre en place un comité mixte dans le cadre du présent accord, composé de représentants des deux parties au niveau le plus élevé possible, qui se verra confier les missions suivantes :

- a) veiller au bon fonctionnement et à la bonne application de l'accord;
- b) définir les priorités au regard des objectifs de l'accord;
- c) résoudre les différends liés à l'application ou l'interprétation de l'accord;
- d) faire des recommandations aux parties signataires de l'accord pour promouvoir ses objectifs et, le cas échéant, résoudre les éventuels différends liés à son application ou interprétation.

2. Le comité mixte se réunit normalement au moins une fois tous les deux ans en Indonésie et à Bruxelles, alternativement, à une date à fixer d'un commun accord. Les sessions extraordinaires du comité mixte peuvent également être convoquées sur accord des parties. La présidence est assurée alternativement par chacune des parties. L'ordre du jour des réunions de la commission mixte est établi d'un commun accord entre les parties.

3. Le comité mixte peut créer des groupes de travail spécialisés pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Ces groupes de travail présentent des rapports détaillés de leurs activités au comité mixte à chacune de ses réunions.

4. Les parties conviennent de charger le comité mixte de veiller au bon fonctionnement de tout accord ou protocole sectoriel conclu ou à conclure entre la Communauté et l'Indonésie.

5. Le comité mixte définit les règles de procédure relatives à l'application de l'accord.

**TITRE VII — Dispositions finales**

**Art. 42.** Clause d'évolution future

1. Les parties peuvent, par consentement mutuel, modifier, revoir et étendre le présent accord afin de renforcer le niveau de la coopération, en l'assortissant notamment d'accords ou de protocoles sur des domaines ou des activités spécifiques.

2. Dans le cadre de l'application du présent accord, chacune des deux parties peut émettre des suggestions tendant à étendre le champ d'application de la coopération, compte tenu de l'expérience acquise au cours de sa mise en œuvre.

**Art. 43.** Autres accords

1. Sans préjudice des dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne, ni le présent accord ni aucune action réalisée dans le cadre de ce dernier n'affectent, de quelque manière que ce soit, le pouvoir des États membres d'entreprendre des actions de coopération bilatérales avec l'Indonésie ou de conclure, le cas échéant, de nouveaux accords de partenariat et de coopération avec ce pays.

2. L'accord n'affecte en rien l'application ou la mise en œuvre des engagements pris par chaque partie dans ses relations avec des tiers.

**Art. 44.** Mécanisme de règlement

1. Chaque partie peut saisir le comité mixte de tout différend portant sur l'application ou l'interprétation du présent accord.

2. Le comité mixte traitera le différend selon les modalités prévues à l'article 41, paragraphe 1<sup>er</sup>, points c) et d).

3. Si l'une des parties considère que l'autre n'a pas satisfait à l'une des obligations au titre du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, elle fournit, sauf en cas d'urgence spéciale, au comité mixte tous les éléments d'information nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de la recherche d'une solution acceptable par les parties.

4. Les parties conviennent, aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique de l'accord, que les « cas d'urgence spéciale » visés au paragraphe 3 signifient les cas de violation substantielle de l'accord par l'une des parties. Une violation substantielle consiste en :

- i) une dénonciation de l'accord non sanctionnée par les règles générales du droit international ou
- ii) une violation grave d'un élément essentiel de l'accord, tels que décrits à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'article 3, paragraphe 2, et à l'article 35.

5. Le choix des mesures doit porter en priorité sur celles qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement à l'autre partie et font l'objet de consultations au sein du comité mixte à la demande de l'autre partie.

**Art. 45.** Installations

Pour faciliter la coopération dans le cadre du présent accord, les deux parties conviennent d'accorder les facilités nécessaires à l'accomplissement des tâches des experts et fonctionnaires dûment autorisés impliqués dans la mise en œuvre de la coopération, conformément aux règles et réglementations internes des deux parties.

**Art. 46.** Application territorial

Le présent accord s'applique aux territoires où le traité instituant la Communauté européenne est applicable et dans les conditions prévues par ledit traité, d'une part, et au territoire de l'Indonésie, d'autre part.

**Art. 47.** Définition des parties

Aux fins du présent accord, le terme « parties » signifie d'une part, la Communauté, ou les États Membres, ou la Communauté et ses États Membres, conformément à leurs compétences respectives, et la République d'Indonésie, d'autre part.

**Art. 48.** Entrée en vigueur et durée

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle la dernière partie a notifié à l'autre l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

2. Le présent accord est conclu pour une période de cinq ans. Il est automatiquement prorogé pour des périodes successives d'un an, sauf notification écrite d'une partie à l'autre de son intention de ne pas prolonger l'accord six mois avant la fin de toute période ultérieure d'un an.

3. Les modifications au présent accord sont apportées par consentement mutuel entre les parties. Elles n'entrent en vigueur que lorsque les parties se sont notifiées l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

4. Il peut être mis fin au présent accord par une partie au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée à l'autre partie. L'accord cesse d'être applicable six mois après la réception de cette notification par l'autre partie.

**Art. 49.** Notification

La notification est adressée respectivement au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne et au ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie.

**Art. 50.** Texte faisant foi

Le présent accord est rédigé en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise, tchèque et indonésienne, chacun de ces textes faisant également foi.

**ACTE FINAL**

Les plénipotentiaires de  
La Communauté européenne,  
ci-après dénommée « la Communauté »,  
ainsi que  
Le Royaume de Belgique,  
La République de Bulgarie,  
La République tchèque,  
Le Royaume de Danemark,  
La République fédérale d'Allemagne,  
La République d'Estonie,  
L'Irlande,  
La République hellénique,  
Le Royaume d'Espagne,  
La République française,  
La République italienne,  
La République de Chypre,  
La République de Lettonie,  
La République de Lituanie,  
Le Grand-Duché de Luxembourg,  
La République de Hongrie,  
Malte,  
Le Royaume des Pays-Bas,  
La République d'Autriche,  
La République de Pologne,  
La République portugaise,  
La Roumanie,  
La République de Slovénie,  
La République slovaque,  
La République de Finlande,  
Le Royaume de Suède,  
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,  
parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommées « les États membres »,  
d'une part, et  
La République d'Indonésie,  
d'autre part,

réunis à Djakarta, le 9 novembre 2009, en vue de la signature d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, ont adopté ledit accord.

Les plénipotentiaires des États membres et le plénipotentiaire de la République d'Indonésie prennent acte de la déclaration unilatérale suivante de la Communauté européenne :

*Les dispositions de l'accord qui relèvent de la troisième partie, titre IV, du traité instituant la Communauté européenne lient le Royaume-Uni et l'Irlande en tant que parties contractantes distinctes et non en qualité d'États membres de la Communauté européenne jusqu'à ce que le Royaume-Uni ou l'Irlande (selon le cas) notifie à la République d'Indonésie qu'il ou elle est désormais lié(e) en tant que membre de la Communauté européenne, conformément au protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexée au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne. Les mêmes dispositions s'appliquent au Danemark, conformément au protocole sur la position du Danemark annexé auxdits traités.*

Bruxelles, le 20 mars 2015.

La Présidente,  
Le Secrétaire  
Le Greffier

Pour la Commission communautaire française  
Bruxelles, le 2 avril 2015.

Fadila LAANAN  
Ministre-Présidente du Collège  
Rudi VERVOORT  
Membre du Collège  
Cécile JODOGNE  
Membre du Collège  
Didier GOSUIN  
Membre du Collège  
Céline FREMAULT  
Membre du Collège

—————  
VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31835]

#### 2 APRIL 2014 — Decreet houdende instemming met de globale Kaderovereenkomst van partnership en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds en de Republiek Indonesië anderzijds, en met de finale Acte, gedaan in Jakarta op 9 november 2009

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen wat volgt:

**Artikel 1.** Het huidige decreet regelt, op grond van artikel 138 van de Grondwet, de zaken vermeld in artikel 127 en 128 van deze laatste.

**Art. 2.** De de globale Kaderovereenkomst van partnership en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap enerzijds en de Republiek Indonesië anderzijds, en met de finale Acte, gedaan in Jakarta op 9 november 2009, zullen volledig gevolg hebben.

*Bijvoegsel bij het decreet houdende instemming met de globale Kaderovereenkomst van partnership en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds en de Republiek Indonesië anderzijds, en met de finale Acte, gedaan in Jakarta op 9 november 2009.*

#### Globale Kaderovereenkomst van partnership en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds en de Republiek Indonesië anderzijds

De Europese Gemeenschap,

Hierna « de Gemeenschap » genoemd,

alsook

Het Koninkrijk België

De Republiek Bulgarije

De Republiek Tsjechië

Het Koninkrijk Denemarken

De federale Republiek Duitsland

De Republiek Estland

Ierland

De Griekse Republiek

Het Koninkrijk Spanje

De Republiek Cyprus

De Franse Republiek

De Republiek Italië

De Republiek Letland

De Republiek Litouwen  
Het Groothertogdom Luxemburg  
De Republiek Hongarije  
Malta  
Het Koninkrijk Nederland  
De Republiek Oostenrijk  
De Republiek Polen  
De Republiek Portugal  
Roemenië  
De Republiek Slovenië  
De Republiek Slovakije  
De Republiek Finland  
Het koninkrijk Zweden  
Het Vereneigd Koninkrijk Groot-Brittannië

Verdragsluitende partijen bij het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag betreffende de Europese Unie, hierna « de Lidstaten » te noemen,

enerzijds,

en

de Regering van de Republiek Indonesië,

anderzijds,

hierna gemeenzaam « de partijen » genoemd.

Gelet op de traditionele vriendschapsbanden tussen de Republiek Indonesië en de Gemeenschap en op de nauwe historische, politieke en economische banden die hen verenigen,

Gezien het bijzondere belang dat de partijen hechten aan het alomvattende karakter van hun wederzijdse betrekkingen,

Opnieuw bevestigend hun gehechtheid aan de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties

Opnieuw bevestigend de inzet van de partijen voor het respect, de bevordering en de bescherming van de democratische principes en van de fundamentele rechten van de mens in de Rechtstaat, voor vrede en internationaal recht, conform ondermeer, de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van de Verenigde Naties, het statuut van Rome en andere internationale instrumenten op het gebied van mensenrechten toepasbaar voor beide partijen.

Opnieuw bevestigend het respect voor de soevereiniteit, de territoriale integriteit en de nationale eenheid van de Republiek Indonesië.

Opnieuw bevestigend hun inzet voor de rechtsstaat en de beginselen van goed bestuur en hun verlangen om economische en sociale vooruitgang van hun volkeren te bevorderen, rekening houdend met het beginsel van duurzame ontwikkeling en de eisen van de bescherming van het milieu,

Herbevestigend dat de zwaarste misdaden die de internationale gemeenschap treffen niet ongestraft kunnen blijven en dat diegenen die worden beschuldigd voor het gerecht dienen te verschijnen en dat hun bestrijding daadwerkelijk moet georganiseerd worden door maatregelen te treffen op nationaal gebied en door de internationale samenwerking te versterken.

Het uiten van hun volledige inzet in de strijd tegen alle vormen van criminaliteit en transnationaal georganiseerd terrorisme in overeenstemming met het internationale recht, met inbegrip van de wet op de rechten van de mens, met de humanitaire principes toepasselijk voor zaken met betrekking tot migraties, en vluchtelingen en tevens met het internationaal humanitair recht, en tevens van hun beslissing om efficiënte internationale instrumenten te creëren om de uitroeiing van voornoemde vormen te verzekeren.

Erkennend dat de goedkeuring van de relevante internationale verdragen en andere resoluties van de Veiligheidsraad van de overeenkomstige Verenigde Naties, met inbegrip van resolutie 1540 ten grondslag liggen aan de inzet van de gehele internationale gemeenschap in de strijd tegen de verspreiding massavernietigingswapens,

Erkennend de noodzaak om de verplichtingen inzake ontwapening en non-proliferatie te versterken volgens het internationaal recht, met de bedoeling, onder meer, om het gevaar van massavernietigingswapens uit te sluiten,

Erkennend het belang van het samenwerkingsakkoord van maart 1970 tussen de Europese Economische Gemeenschap en Indonesië, Maleisië, de Filippijnen, Singapoer en Thailand – leden van de Associatie van de landen van Zuidoost-Azië (ASEAN) en vroegere samenwerkingsprotocollen.

Erkennend het belang van de versterking van de bestaande relaties tussen de partijen met als doel de samenwerking tussen hen te verbeteren en te consolideren, van de verbetering van hun relaties op gebieden van wederzijds belang op basis van de principes gelijkheid, non-discriminatie, respect voor de natuurlijke omgeving en wederzijds voordeel,

Bevestigend hun verlangen om, rekening houdend met de activiteiten in een regionaal kader, de samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Indonesië, gebaseerd op gedeelde waarden en wederzijds voordeel, te verbeteren,

Conform hun respectievelijke wetgeving en reglementering,

werd het volgende overeengekomen :

#### **TITEL I — Aard en omvang**

##### **Artikel 1. Algemene principes**

1. De eerbiediging van de democratische beginselen en de fundamentele mensenrechten zoals vastgelegd in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en andere internationale instrumenten van de mensenrechten gelden voor beide partijen, achter de politieke binnenlandse en internationale partijen en is een essentieel onderdeel van de overeenkomst.

2. De partijen bevestigen hun gedeelde waarden, zoals uitgedrukt in het Handvest van de Verenigde Naties.

3. De partijen bevestigen hun inzet voor het bevorderen van duurzame ontwikkeling, om samen te werken om de uitdaging van de klimaatverandering aan te pakken en bij te dragen aan het bereiken van de Millennium Development Goals.

4. De partijen herbevestigen hun gehechtheid aan de Verklaring van Parijs van 2005 over de doeltreffendheid en gaan akkoord met de versterking van de samenwerking om de resultaten op het gebied van ontwikkeling te verbeteren.

5. De partijen herbevestigen hun gehechtheid aan de beginselen van goed bestuur, de rechtsstaat, met inbegrip van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht en de strijd tegen corruptie.

6. De uitvoering van de Overeenkomst inzake partnerschap en samenwerking is gebaseerd op de principes van gelijkheid en wederzijds voordeel.

#### **Art. 2.** Doel van de samenwerking

Met als doel hun bilaterale betrekkingen te versterken, verbinden de partijen zich tot een globale dialoog en tot meer samenwerking in alle sectoren van algemeen belang. Hun inspanningen zijn vooral gericht op :

a) een bilaterale samenwerking op punt stellen in alle bevoegde gewestelijke en internationale instanties;

b) de handel en de investeringen ontwikkelen tussen de beide partijen en in hun wederzijds voordeel;

c) een samenwerking op punt stellen in alle domeinen die met de handel en de investeringen in het algemeen belang te maken hebben teneinde de stroom van uitwisselingen en investeringen te vergemakkelijken en de obstakels voor de handel en de investeringen uit de weg te ruimen, ondermeer en desgevallend door middel van lopende en toekomstige gewestelijke initiatieven van de EC-ASEAN;

d) een samenwerking op punt stellen in alle andere sectoren van algemeen nut, ondermeer het toerisme, de financiële diensten, de fiscaliteit en de douane, de macro-economische en industriële politiek en de KMO's, de informatiemaatschappij, de wetenschap en de technologie, de energie, het vervoer en de veiligheid van het vervoer, het onderwijs en de cultuur, de mensenrechten, het milieu en de natuurlijke hulpbronnen, het mariene milieu, de bosbouw, de landbouw en de landelijke ontwikkeling, de samenwerking op maritiem gebied en de visvangst, de gezondheid, de voedselveiligheid, de diergezondheid, de statistieken, de beveiliging van persoonsgegevens, de samenwerking op het vlak van de modernisering van de openbare administratie en het intellectueel eigendomsrecht ;

e) een samenwerking op punt stellen rond de kwesties van migratie, legaal en illegaal, mensenhandel en -trafiek;

f) een samenwerking op punt stellen op het gebied van de mensenrechten en justitie ;

g) een samenwerking op punt stellen op het gebied van de proliferatie van massavernietigingswapens ;

h) een samenwerking op punt stellen op het gebied van de strijd tegen de transnationale criminaliteit en het terrorisme, namelijk de strijd tegen de trafiek van verboden middelen en hun voorlopers, en het witwassen van kapitaal;

i) de huidige en toekomstige deelname van beide partijen aan regionale en sub-regionale samenwerkingsprogramma's bevorderen;

j) het profiel van beide partijen in hun respectieve regio's verbeteren;

k) het bevorderen van het interpersoonlijk begrip door de samenwerking tussen de verschillende niet-gouvernementele entiteiten zoals de think tanks, de universiteiten, het middenveld en de media, door het organiseren van seminars, conferenties,, jongerenuitwisseling en andere activiteiten.

#### **Art. 3.** Strijd tegen de proliferatie van massavernietigingswapens

1. De partijen menen dat de proliferatie van massavernietigingswapens en hun vectoren, zowel bij de gouvernementele als bij de niet-gouvernementele actoren, één van de belangrijkste bedreigingen is voor de internationale stabiliteit en veiligheid.

2. De partijen komen derhalve overeen om samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen de proliferatie van massavernietigingswapens en hun vectoren door de verplichtingen, voortvloeiend uit de internationale verdragen/overeenkomsten omtrent ontwapening en non-proliferatie volgens het Handvest van de Verenigde Naties integraal te respecteren en toe te passen. De partijen komen overeen dat deze bepaling een essentieel onderdeel is van huidige overeenkomst.

3. De partijen komen bovendien overeen om samen te werken en de nodige maatregelen te nemen om de implementering van de internationale instrumenten voor de ontwapening en de non-proliferatie van massavernietigingswapens te verbeteren, toepasbaar op beide partijen, ondermeer door de uitwisseling van informatie, knowhow en ervaring.

4. De partijen komen tevens overeen om samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen de proliferatie van massavernietigingswapens en hun vectoren door de nodige maatregelen te nemen om andere pertinente internationale instrumenten te ondertekenen, te ratificeren of aan te hangen en ze integraal te implementeren.

5. De partijen komen bovendien overeen om samen te werken bij de invoering van een efficiënt nationaal systeem voor controle van de export, bestemd om de proliferatie te voorkomen, en bestaande uit een controle van de export en doorvoer van goederen die een verband hebben met massavernietigingswapens, en tevens een controle op het uiteindelijk gebruik van technologieën voor tweërlij gebruik, met efficiënte sancties in het geval van overtredingen van de exportcontroles.

6. De partijen komen overeen om een regelmatige politieke dialoog in te voeren die deze elementen zullen begeleiden en versterken. Deze dialoog kan plaatshebben op een regionale basis.

#### **Art. 4.** Juridische samenwerking

1. De partijen werken samen rond zaken die betrekking hebben op hun juridische systemen, -wetten en -instellingen, inbegrepen hun efficiëntie, ondermeer door een uitwisseling van gezichtspunten en knowhow en door een versterking van de capaciteiten. Binnen het kader van hun bevoegdheden en bekwaamheden spannen de partijen zich in om wederzijds juridische bijstand te verlenen op het gebied van strafzaken en uitlevering.

2. De partijen herbevestigen dat de zwaarste misdaden die de internationale gemeenschap in haar geheel treffen niet ongestraft kunnen blijven en dat zij die ervan worden beschuldigd voor het gerecht moeten verschijnen en behoorlijk gestraft moeten worden indien ze schuldig worden bevonden.

3. De partijen komen overeen om samen te werken bij het implementeren van het nationaal actieplan voor de mensenrechten 2004-2009, ondermeer bij de voorbereidende werkzaamheden ter ratificering en toepassing van de internationale instrumenten ter verdediging van de rechten van de mens, zoals de overeenkomst ter voorkoming en bestrafing van de genocidemisdaad en het statuut van Rome van het Internationaal Strafhof

4. De partijen erkennen de voordelen van een dialoog rond dit onderwerp.

#### **Art. 5. Samenwerking in de strijd tegen het terrorisme**

1. De partijen hebevestigen het belang van de strijd tegen het terrorisme en komen overeen om samen te werken voor de voorkoming en bestrafing van terroristische daden, conform de toepasselijke internationale overeenkomsten, inbegrepen de instrumenten op het gebied van de mensenrechten en het internationaal humanitair recht, en tevens aan hun respectievelijke wetgeving en reglementering, en rekening houdend met de internationale strategie tegen het terrorisme, onderschreven door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties in de resolutie n<sup>o</sup> 60/288 van 8 september 2006 en de gemeenschappelijke verklaring EU-ASEAN over de samenwerking in de strijd tegen het terrorisme aangenomen op 28 januari 2003.

2. In het kader van de implementering van de resolutie 1373 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties en andere relevante VN-resoluties, van conventies en internationale instrumenten die toepasselijk zijn op beide partijen, werken deze samen in de strijd tegen het terrorisme, ondermeer op de volgende manier :

- door een uitwisseling van informatie over terroristische groeperingen en hun ondersteunende netwerken, conform het nationaal en internationaal recht ;

- door een uitwisseling van gezichtspunten over de te gebruiken methodes ter bestrijding van het terrorisme, namelijk in de technische domeinen en op het gebied van vorming en door een uitwisseling van ervaringen op het gebied van de voorkoming van terrorisme ;

- door samenwerking in de toepassing van de wetgeving, een versterking van het juridisch kader en actie tegen de voorwaarden die de verspreiding van terrorisme voeden ;

- door een samenwerking met het oog op de verbetering van de controles en het beheer van de grenzen, een versterking van de capaciteit door het opzetten van netwerken, vormingsprogramma's, uitwisseling van hoge ambtenaren, universitair, analisten en operatoren op het terrein, en de organisatie van seminars en conferenties.

#### **TITEL II — Samenwerking in de regionale en internationale organisaties**

**Art. 6.** De partijen verbinden zich ertoe hun gezichtspunten uit te wisselen en samen te werken in de regionale en internationale instanties zoals de Verenigde Naties, de EU-ASEAN dialoog, het regionaal ASEAN Forum (FRA), de Top Azië-europa (ASEM), de Conferentie van de Verenigde Naties over de handel en ontwikkeling (CNUCED) en de Wereldhandelsorganisatie (WHO).

#### **TITEL III — Bilaterale en regionale samenwerking**

**Art. 7. 1.** Voor elke sector van de dialoog en de samenwerking in het kader van deze overeenkomst, met de nodige nadruk op zaken in het kader van de bilaterale samenwerking, gaan beide zijden akkoord met de daarmee verband houdende activiteiten uit te voeren op bilateraal of regionaal niveau of door het combineren van beide kaders. Voor de keuze van het geëigende kader trachten de partijen de weerslag op alle betrokken partijen te maximaliseren en de deelname van deze laatste te versterken, daarbij de beschikbare bronnen optimaal benuttend, en rekening houdend met de politieke en institutionele haalbaarheid en, desgevallend, door de coherentie met andere activiteiten die de partners van de Gemeenschap en van de ASEAN impliceren, te verzekeren.

2. De Gemeenschap en Indonesië kunnen, naargelang het geval, beslissen om de financiële steun uit te breiden naar samenwerkingsactiviteiten in domeinen die gedekt zijn door de overeenkomst of er betrekking op hebben, conform hun procedures en hun respectieve financiële bronnen. Deze samenwerking kan ondermeer slaan op de organisatie van vormingsprogramma's, ateliers en seminars, uitwisseling van experts, studies en andere acties, overeengekomen door de partijen.

#### **TITEL IV — Samenwerking op het gebied van handel en investeringen**

#### **Art. 8. Algemene principes**

1. De partijen verbinden zich tot een dialoog over de bilaterale en multilaterale handel en de kwesties met betrekking tot de handel, met het oog op de versterking van hun bilaterale handelsrelaties en tot het versterken van het multilateraal handelssysteem.

2. De partijen verbinden zich ertoe de ontwikkeling en de diversifiëring van hun wederzijdse handelsrelaties te bevorderen op het hoogst mogelijke niveau en tot hun wederzijds voordeel. Ze verbinden zich ertoe de toedredingsvoorwaarde tot de markt te verbeteren door de obstakels voor de uitwisseling uit de weg te ruimen, ondermeer door desgevallend de non-tarifaire barrières op te heffen en door maatregelen te nemen om de transparantie te verhogen, rekening houdend met het werk dat werd verricht door de internationale organisaties in dit domein.

3. Erkennend dat de handel een onontbeerlijke rol speelt in de ontwikkeling en hulp in de vorm van een regime van handelspreferenties voordelig is gebleken voor de ontwikkelingslanden, zetten de partijen zich in om de raadplegingen over deze hulp te verhogen met respect voor de regels van de WHO.

4. De partijen blijven geïnformeerd over de politieke en economische evolutie met betrekking tot de handel zoals de landbouwpolitiek, de politiek van voedselveiligheid, dierenwelzijn, de consumentenpolitiek, de politiek rond de gevaarlijke chemische stoffen en van het afvalbeheer.

5. De partijen moedigen de dialoog en de samenwerking aan om hun handelsrelaties en de investeringsstromen te verbeteren, ondermeer door het versterken van de technische capaciteiten om de problemen op te lossen die vermeld worden in artikel 9 en 16.

#### **Art. 9. Sanitaire en fytosanitaire vraagstukken (SPS)**

De partijen onderzoeken informatie en wisselen deze uit omtrent de procedures op het gebied van wetgeving, homologatie en inspectie, meer in 't bijzonder in het kader van het akkoord van de WHO betreffende de sanitaire en fytosanitaire maatregelen, het Internationaal Verdrag voor de bescherming van planten (CIPV), het Internationaal Bureau voor besmettelijke dierziekten (OIE) en de Commissie van de Codex Alimentarius.

#### **Art. 10. Technische handelsbelemmeringen (TBT)**

De partijen dragen ertoe bij het gebruik van de internationale normen te promoten, werken samen en wisselen informatie uit met betrekking tot de normen, evaluatieprocedures m.b.t. de conformiteit en technische reglementeringen, ondermeer in het kader van het akkoord van de WHO betreffende de technische handelsbelemmeringen (TBT).

**Art. 11. Bescherming van de intellectuele eigendomsrechten**

De partijen werken samen met het oog op het verbeteren en het doen respecteren van de bescherming van het intellectueel eigendomsrecht en zijn toepassing op basis van de beste praktijken, en op het promoten van de verspreiding van de kennis op dit gebied. Deze samenwerking kan slaan op de uitwisseling van informatie en ervaring m.b.t. deze kwesties, zoals het gebruik, de promotie, de verspreiding, de rationalisering, het beheer, de harmonisatie, de bescherming en het werkelijk respect voor de intellectuele eigendomsrechten, het voorkomen van het misbruik van deze rechten en de strijd tegen namaak en piraterij.

**Art. 12. Handelsbevordering**

De partijen delen ervaringen en onderzoeken de mogelijkheden om de procedures voor invoer, uitvoer en andere douaneprocedures te vereenvoudigen, om de transparantie te verbeteren van de handelsreglementeringen en de douanesamenwerking te bevorderen, ondermeer de mechanismen van wederzijdse administratieve bijstand, en streven eveneens naar een convergentie van gezichtspunten en gemeenschappelijke actie in het kader van de internationale initiatieven. De partijen streven er meer in 't bijzonder naar de veiligheidsdimensie van de internationale handel te versterken, de transportdiensten inbegrepen, en een evenwichtige aanpak te verzekeren tussen het faciliteren van de uitwisselingen en de strijd tegen de fraude en de onregelmatigheden.

**Art. 13. Douanesamenwerking**

Onverminderd andere vormen van samenwerking voorzien in dit akkoord, bevestigen de twee partijen het belang dat ze hechten aan het onderzoek van de mogelijkheid om in de toekomst een protocol te sluiten met betrekking tot de douanesamenwerking, inbegrepen de wederzijdse bijstand, binnen het institutioneel kader van huidig akkoord.

**Art. 14. Investerings**

De partijen bevoordelen een belangrijke stroom van investeringen door de ontwikkeling van een aantrekkelijke omgeving voor wederzijdse investeringen via een coherente dialoog, met het oog op het verbeteren van het begrip en de samenwerking rond investeringszaken, om bepaalde administratieve mechanismen te onderzoeken om de investeringen te vergemakkelijken en een stabiel investeringsklimaat te scheppen, transparant, open en non-discriminatoir.

**Art. 15. Concurrentiepolitiek**

De partijen dragen bij aan het bevorderen van de opstelling en toepassing van effectieve concurrentieregels en aan de verspreiding van informatie teneinde de transparante en de juridische zekerheid te verzekeren van de ondernemingen die op de respectieve markten opereren.

**Art. 16. Diensten**

De partijen voeren een coherente dialoog met betrekking tot het uitwisselen van informatie over hun respectieve reglementeringen, om de toegang tot hun markten, hun bronnen van kapitaal en technologie te bevorderen, en tevens om de handel in diensten tussen de twee regio's en op derde markten te bevorderen.

**TITEL V — Samenwerking op andere gebieden****Art. 17. Toerisme**

1. De partijen kunnen samenwerken om de informatieuitwisseling te verbeteren en betere praktijken in te voeren teneinde een evenwichtige en duurzame ontwikkeling van het toerisme te verzekeren, conform de internationale ethische code voor toerisme en de duurzaamheidsprincipes aan de basis van het proces van het lokale Agenda 21.

2. De partijen kunnen hun samenwerking versterken om het potentieel van het natuurlijk en cultureel patrimonium te beschermen, de negatieve gevolgen van het toerisme te verzachten en de positieve invloed van de toeristische industrie op de duurzame ontwikkeling van de lokale gemeenschappen te versterken, meer bepaald door het promoten van het ecologisch toerisme, het respect voor de integriteit en de belangen van de lokale gemeenschappen en de verbetering van de vorming in de toeristische sector.

**Art. 18. Financiële diensten**

De partijen komen overeen om zich in te spannen om de samenwerking te bevorderen op het gebied van de financiële diensten, in functie van hun noden en in het kader van hun respectieve programma's en wetgevingen.

**Art. 19. Dialoog over de economische politiek**

1. De partijen komen overeen om samen te werken voor de bevordering van de uitwisseling van informatie en ervaring over hun respectieve tendensen en economische politiek, meer bepaald in de context van de samenwerking en de regionale economische integratie.

2. De partijen streven ernaar de dialoog te verdiepen tussen hun respectieve overheden over de economische zaken onder hen besloten, meer bepaald in de domeinen van de monetaire en budgettaire (de fiscale inbegrepen) politiek, de overheidsfinanciën, de macroeconomische stabilisering en de buitenlandse schuld.

3. De partijen erkennen het belang van het verbeteren van de transparantie en de uitwisseling van informatie teneinde de toepassing te vergemakkelijken van de maatregelen ter voorkoming van fraude en belastingontduiking, in de context van hun respectieve wettelijke kaders. Ze komen overeen de samenwerking op dit gebied te verbeteren..

**Art. 20. Industrieel beleid en samenwerking tussen KMO's**

1. De partijen, rekening houdend met hun respectieve beleid en economische doelstellingen, komen overeen om de samenwerking te bevorderen op het gebied van industrieel beleid in alle domeinen die zij daartoe geschikt achten, met het oog op het versterken van de competitiviteit van de kleine en middelgrote ondernemingen, ondermeer op de volgende manier :

- door uitwisseling van informatie en ervaring met betrekking tot het scheppen van gunstige voorwaarden ter verbetering van de competitiviteit van de kleine en middelgrote ondernemingen ;

- door het bevorderen van de contacten tussen de economische operatoren, door het stimuleren van gezamenlijke investeringen en joint ventures, alsook van informatienetwerken, dankzij ondermeer de bestaande horizontale communautaire programma's, door het stimuleren, in het bijzonder, van de transfers van technologie en knowhow tussen de partners ;

- door de toegang te vergemakkelijken tot financiering, door informatie te verschaffen en innovatie te bevorderen door uitwisseling van goede praktijken betreffende de toegang tot financiering, in 't bijzonder voor de micro- en kleine ondernemingen ;

- door gezamenlijke onderzoeksprojecten in de specifieke industriële sectoren en door een samenwerking m.b.t. de normen en procedures voor de evaluatie van de conformiteit en tevens tot de technische reglementeringen, volgens de onderling bepaalde modaliteiten.

2. De partijen vergemakkelijken en steunen relevante activiteiten bepaald door hun respectieve private sectoren.

#### **Art. 21. Informatiemaatschappij**

De partijen erkennen dat de informatie- en communicatietechnologie fundamentele elementen van het moderne leven zijn en essentieel voor de economische en sociale ontwikkeling, en zetten zich in om samen te werken, ondermeer door het accent te leggen op :

*a)* een ernstige dialoog over de verschillende aspecten van de informatiemaatschappij, in 't bijzonder de politiek van reglementering over de elektronische communicatie, meer bepaald de universele dienst, de individuele licenties en de algemene toelatingen, de eerbiediging van het privé-leven en van de persoonlijke gegevens, alsook de onafhankelijkheid en de doeltreffendheid van de toezichhoudende autoriteit ;

*b)* de interconnectie en interoperabiliteit van de netwerken en diensten van de Europese Gemeenschap, Indonesië en Zuidoost-Azië;

*c)* de normalisering en de verspreiding van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën ;

*d)* de bevordering van de samenwerking op het gebied van research, tussen de Gemeenschap en Indonesië in het domein van de technologie en de communicatie ;

*e)* gezamenlijke onderzoeksprojecten in het domein van de informatie- en communicatietechnologie (TIC);

*f)* de vragen en aspecten verbonden met de veiligheid van de TIC.

#### **Art. 22. Wetenschappen en technologie**

1. De partijen komen overeen om samen te werken in de domeinen van de wetenschap en de technologie, in de sectoren van gemeenschappelijk belang zoals de energie, het transport, het milieu, de natuurlijke hulpbronnen en de gezondheid, daarbij rekening houdend met hun respectieve beleid.

2. Deze samenwerking heeft als doel:

*a)* het aanmoedigen van de uitwisseling van informatie en kennis in het domein van de wetenschappen en de technologie, ondermeer wat betreft het implementeren van het beleid en de programma's;

*b)* het bevorderen van de duurzame relaties tussen de wetenschappelijke gemeenschappen, de researchcentra, de universiteiten en de industrie ;

*c)* het bevoordelen van de vorming van de human resources ;

*d)* het aanmoedigen van andere vormen van samenwerking overeengekomen in onderling overleg.

3. De samenwerking kan de vorm aannemen van gemeenschappelijke researchprojecten en uitwisselingen, vergaderingen en van de vorming van wetenschappers via internationale mobiliteitssystemen, waarbij een maximale verspreiding wordt voorzien van de onderzoeksresultaten.

4. De partijen moedigen hun hogere onderwijsinstellingen, hun researchcentra en hun respectieve productiesectoren, meer bepaald hun kleine en middelgrote ondernemingen, aan om zich aan te sluiten bij deze samenwerking.

#### **Art. 23. Energie**

De partijen streven ernaar de samenwerking te versterken in de sector van de energie. Daartoe komen ze overeen de wederzijds voordelige contacten te bevorderen om :

*a)* hun energiebronnen te diversifiëren om de zekerheid van bevoorrading te verbeteren door nieuwe en hernieuwbare energievormen te ontwikkelen en door samen te werken rond industriële initiatieven, upstream en downstream, in de energiesector;

*b)* een rationeel gebruik van energie te bewerkstelligen zowel op het niveau van de vraag als van het aanbod, en de samenwerking te bevorderen in de strijd tegen de klimaatverandering, met name door het mechanisme voor schone ontwikkeling van het protocol van Kyoto ;

*c)* de technologieoverdracht te bevorderen met het oog op een efficiënte productie en een efficiënt gebruik van de energie;

*d)* te discussiëren over de relatie tussen de betaalbare toegang tot energie en duurzame ontwikkeling.

#### **Art. 24. Transport**

1. De partijen streven naar samenwerking in alle sectoren die relevant zijn voor het vervoersbeleid met het oog op het verbeteren van het verkeer van goederen en passagiers, op het verhogen van de veiligheid, van de maritieme veiligheid en de beveiliging, en deze in de lucht, op de ontwikkeling van de human resources, de bescherming van het milieu, en op het vergroten van de efficiëntie van hun transportsystemen.

2. Hun samenwerking kan ondermeer de volgende vormen aannemen :

*a)* uitwisseling van informatie over hun respectieve transportbeleid en -praktijken, met name voor wat het stedelijk en landelijk transport betreft als wat het transport via waterlopen en op zee betreft, inbegrepen hun logistiek, interconnectie en interoperabiliteit van de multimodale transportnetwerken, en het beheer van de spoorwegen, havens en luchthavens;

*b)* het mogelijke gebruik van het Europese navigatiesysteem via de satelliet Galileo, gezien het accent wordt gelegd op zaken van gemeenschappelijk belang ;

*c)* een dialoog op het gebied van de luchttransportdiensten met het oog op een versterking van de bilaterale betrekkingen in de sectoren van gemeenschappelijk belang, inbegrepen de wijziging van bepaalde aspecten van de bestaande bilaterale akkoorden op het gebied van de luchttransportdiensten tussen Indonesië en de verschillende lidstaten, teneinde deze conform te maken met de wetgevingen en reglementeringen van de partijen en de mogelijkheden te onderzoeken van een nauwere samenwerking op het gebied van de luchttransportdiensten ;

*d)* een dialoog op het gebied van de maritieme transportdiensten met het oog op een ongelimiteerde toegang tot de internationale maritieme markten en op uitwisselingen op een commerciële basis, de niet-introductie van vrachtverdelingclausules, de nationale behandeling en de clausule inzake de meest begunstigde natie voor de schepen uitgebaat door de onderdanen of door maatschappijen van de andere partij en de zaken met betrekking tot de diensten deur tot deur van het internationaal transport ;

e) het implementeren van de normen en reglementeringen op het gebied van veiligheid, beveiliging en preventie van vervuiling, met name wat betreft het maritiem- en luchttransport, conform de corresponderende internationale overeenkomsten.

#### **Art. 25. Opvoeding en cultuur**

1. De partijen komen overeen om de samenwerking te bevorderen in het domein van de opvoeding en de cultuur, daarbij rekening houdend met hun diversiteit, teneinde het wederzijds begrip en de kennis van hun respectieve culturen te verbeteren.

2. De partijen streven ernaar om passende maatregelen te nemen om de culturele uitwisseling te bevorderen en gezamenlijke initiatieven uit te werken in verschillende culturele domeinen, waaronder de gezamenlijke organisatie van culturele evenementen. De partijen komen eveneens overeen om de activiteiten te steunen van de Asia-Europe Foundation.

3. De partijen komen overeen de relevante internationale fora te raadplegen, zoals UNESCO, om met hen samen te werken en hun visies omtrent culturele diversiteit uit te wisselen, met name over recente feiten zoals de bekrachtiging en implementering van het UNESCO-verdrag betreffende de bescherming en bevordering van de diversiteit van cultuuruitingen.

4. De partijen leggen bovendien de nadruk op de maatregelen bestemd om de permanente relaties te bevorderen tussen hun respectieve gespecialiseerde agentschappen, om de uitwisseling van informatie en publicaties te bevorderen, van knowhow, studenten, experts en technische hulpbronnen, om de ICT te bevorderen door gebruik te maken van de middelen die worden aangeboden door de communautaire programma's in zuidoost Azië in de domeinen van de opvoeding en cultuur, en tevens van de verworven ervaring van beide partijen terzake. De twee partijen komen tevens overeen de implementering aan te moedigen van het Erasmus Mundus programma.

#### **Art. 26. Mensenrechten**

1. De partijen komen overeen samen te werken bij de bevordering en bescherming van de mensenrechten.

2. Deze samenwerking kan ondermeer betrekking hebben op:

- a) de steun aan de implementering van het nationaal actieplan van Indonesië voor de mensenrechten;
- b) de bevordering van de mensenrechten en de opvoeding op dit gebied ;
- c) de versterking van de instituties die op het gebied van de mensenrechten werkzaam zijn ;

3. De partijen erkennen de heilzame aard van een dialoog rond dit onderwerp.

#### **Art. 27. Milieu en Natuurlijke Hulpbronnen**

1. De partijen erkennen de noodzaak van bescherming en duurzaam beheer van de natuurlijke hulpbronnen en de biologische diversiteit als essentiële elementen voor de ontwikkeling van de huidige en toekomstige generaties.

2. De conclusie van de wereldtop over duurzame ontwikkeling en de implementering van de multilaterale akkoorden over het milieu, van toepassing op beide partijen zullen worden overwogen bij alle activiteiten ondernomen door de partijen krachtens huidig akkoord.

3. De partijen spannen zich in om hun samenwerking voort te zetten in regionale programma's rond de bescherming van het milieu, meer bepaald wat betreft :

- a) de sensibilisering voor het milieu en de capaciteit tot implementering van de wetgeving;
- b) de versterking van de capaciteiten op het gebied van klimaatverandering en energetische efficiëntie, gericht op research en development, de controle en de analyse van de klimaatverandering en het broeikaseffect en programma's voor risicobeperking en aanpassing ;
- c) de versterking van de capaciteiten op het gebied van de implementering van de multilaterale akkoorden over het milieu en de deelname aan deze akkoorden, meer bepaald deze die verband houden met de biodiversiteit, de bioveiligheid en de CITES;
- d) het bevorderen van technologieën, milieuproducten en -diensten, inbegrepen de versterking van de middelen op het gebied van milieubeheer en ecologische etikettering ;
- e) voorkoming van illegale grensoverschrijdende verplaatsing van gevaarlijke substanties, gevaarlijk afval en andere soorten afval ;
- f) de controle en de bescherming van de vervuiling en de afbraak van het kust- en mariene milieu;
- g) de lokale inzet voor de bescherming van het milieu en de duurzame ontwikkeling;
- h) bodem- en landbeheer;
- i) maatregelen tegen de grensoverschrijdende vervuiling veroorzaakt door het « waaseffect ».

4. De partijen moedigen de wederzijdse toegang aan tot de programma's die op dit gebied worden gevoerd, volgens de specifieke modaliteiten voorzien in deze programma's.

#### **Art. 28. Bosbouw**

1. De partijen onderschrijven de noodzaak van bescherming, behoud en duurzaam beheer van het bosareaal en de biologische diversiteit ten behoeve van de huidige en toekomstige generaties.

2. De partijen streven ernaar hun samenwerking te verbeteren rond het beheer van de bossen en bosbranden, de strijd tegen de illegale houtkap en de daaraan verbonden handel, en de promotie van een duurzaam bosbeheer

3. De partijen stellen samenwerkingsprogramma's op, meer bepaald met betrekking tot:

- a) de promotie, via internationale, regionale en bilaterale bevoegde instanties, van juridische instrumenten om het hoofd te bieden aan de illegale houtkap en de daaraan verbonden handel ;
- b) de versterking van de middelen, het onderzoek en de ontwikkeling;
- c) steun aan de ontwikkeling van een duurzame bosbouw;
- d) de ontwikkeling van de certificering van bossen.

**Art. 29.** Landbouw en plattelandontwikkeling

De partijen komen overeen om hun samenwerking te versterken op het gebied van landbouw en plattelandontwikkeling. Deze versterkte samenwerking slaat ondermeer op de volgende domeinen :

- a) het landbouwbeleid en de internationale agrarische vooruitzichten in het algemeen ;
- b) de mogelijkheden om de belemmeringen weg te werken voor de handel in producten van landbouw en veeteelt ;
- c) het ontwikkelingsbeleid in de agrarische zones ;
- d) het kwaliteitsbeleid voor de producten van de landbouw en veeteelt in beschermde geografische aanduidingen ;
- e) de ontwikkeling van de markten en de bevordering van de internationale handelsrelaties ;
- f) de ontwikkeling van duurzame landbouw.

**Art. 30.** Visserij en mariene milieu

De partijen moedigen de samenwerking aan op het gebied van de visserij en het mariene milieu, op bilateraal en multilateraal niveau, meer bepaald met het oog op het bevorderen van de duurzame ontwikkeling en het duurzaam beheer van de visserij en het mariene milieu. Deze samenwerking slaat meer bepaald op de volgende domeinen :

- a) de uitwisseling van informatie;
- b) de steun aan een duurzaam en verantwoordelijk beleid op lange termijn van de visserij en het mariene milieu, meer bepaald op het gebied van kust- en mariene hulpbronnen ;
- c) de ondersteuning van de inspanningen tegen illegale visserijpraktijken, ongemeld en niet gereguleerd, en
- d) de ontwikkeling van de markt en de versterking van de middelen.

**Art. 31.** Gezondheid

1. De partijen verbinden zich ertoe samen te werken in de sector van de gezondheid op de gebieden van gemeenschappelijk belang, met het oog op de versterking van hun activiteiten met betrekking tot research, het beheer van het gezondheidssysteem, de voeding, de farmacologie, de preventieve geneeskunde, de belangrijkste besmettelijke ziekten waaronder HIV/AIDS, SARS en de niet besmettelijke ziekten zoals kanker en hart- en vaatandoeningen, verkeersongevallen en andere bedreigingen voor de gezondheid zoals de toxicomanie.

2. De samenwerking concretiseert zich voornamelijk door de realisatie van :

- a) uitwisseling van informatie en ervaring in de voormelde domeinen ;
- b) programma's rond epidemiologie, decentralisatie, financiering van de gezondheid, de responsabilisering van de gemeenschappen en het beheer van de gezondheidsdiensten ;
- c) de versterking van de middelen door technische bijstand en programma's van beroepsvorming ;
- d) de programma's bestemd tot het verbeteren van de gezondheidsdiensten en het ondersteunen van aanverwante activiteiten zoals deze die erop gericht zijn de kinder- en moedersterfte te bestrijden.

**Art. 32.** Statistieken

De partijen komen overeen, conform de bestaande statistische samenwerkingsactiviteiten tussen de Gemeenschap en de ASEAN, om de harmonisatie van de statistische methoden en praktijken, waaronder het verzamelen en verspreiden van statistieken, te bevorderen, hen op die manier de mogelijkheid biedend tot het gebruiken, op een wederzijds aanvaardbare basis, van statistieken over de handel in goederen en diensten en, meer in het algemeen, op elk ander domein dat gedekt wordt door het huidige akkoord dat gaat over de statistische behandeling, met name het verzamelen, de analyse en verspreiding.

**Art. 33.** Bescherming van de persoonlijke gegevens

1. De partijen komen overeen zich in te zetten op dit gebied, met als doel het verbeteren van het beschermingsniveau van de gegevens met persoonlijk karakter, daarbij rekening houdend met de beste internationale praktijken, namelijk deze vervat in de richtlijnen van de Verenigde Naties ter regulering van de geautomatiseerde bestanden van persoonsgegevens (resolutie 45/95 van de Algemene Vergadering van de VN van 14 december 1990)

2. De samenwerking op het gebied van de bescherming van de persoonsgegevens kan ondermeer op een technische bijstand slaan in de vorm van een uitwisseling van informatie en knowhow, rekening houdend met de wetgeving en de reglementeringen van de partijen.

**Art. 34.** Migratie

1. De partijen herbevestigen het belang van de wederzijdse inspanningen in het beheer van de migratiestromen tussen hun territoria en, met het oog op de versterking van hun samenwerking, starten ze een diepgaande dialoog rond migratievraagstukken, ondermeer de clandestiene migratie, smokkel van migranten en mensenhandel, en tevens op de bijstand aan personen die internationale bijstand nodig hebben. De migratievraagstukken worden opgenomen in de nationale strategieën voor socio-economische ontwikkeling van beide partijen. Beide partijen bevestigen hun respect voor de humanitaire principes bij het behandelen van de migratiekwesities.

2. De samenwerking tussen de partijen dient te verlopen na evaluatie van de specifieke behoeften in samenspraak en geïmplementeerd te worden conform de wederzijds geldende wetgeving. Ze richt zich voornamelijk op :

- a) de diepere oorzaken van de migratie;
- b) de uitwerking en implementering van nationale wetten en praktijken conform de relevante internationale wetten die van toepassing zijn voor beide partijen, met het oog op, ondermeer, de verzekering van het respecteren van het principe van « non-refoulement »;
- c) de kwesties die beschouwd worden als zijnde van gemeenschappelijk belang op het gebied van visa, reisdocumenten, en het beheer van de grenscontroles ;
- d) de toelatingsregels en tevens de rechten en het statuut van de toegelaten personen, een eerlijke behandeling voor alle niet-onderdanen die wettelijk in orde zijn, opvoeding en vorming, en tevens de maatregelen ter bestrijding van racisme en xenofobie;
- e) de versterking van de technische en menselijke middelen ;

f) de uitwerking van een preventiebeleid tegen clandestiene immigratie, migrantensmokkel en mensenhandel, met betrekking op ondermeer de middelen in de strijd tegen netwerken en organisaties van smokkelaars en handelaars en op de bescherming van de slachtoffers van deze trafiek ;

g) de terugkeer en de bevordering van de vrijwillige terugkeer, in menselijke en eerbare omstandigheden, van personen die onwettig in een land verblijven en hun overname, conform paragraaf 3.

3. In het kader van de samenwerking met het oog op de preventie en de beheersing van de clandestiene immigratie en zonder afbreuk te doen aan de noodzaak om de slachtoffers van deze mensenhandel te beschermen, komen beide partijen ondermeer het volgende overeen :

a) hun vermeende onderdanen te identificeren en hun onderdanen die onwettig op het territorium van een lidstaat of van Indonesië verblijven, over te nemen, op verzoek en zonder onnodige vertraging of andere formaliteiten, eens de nationaliteit is vastgesteld ;

b) hun onderdanen de identiteitspapieren te verschaffen de daartoe nodig zijn.

4. De partijen komen overeen, op verzoek, te onderhandelen met het oog op het sluiten van een overeenkomst inzake specifieke verplichtingen inzake de overname, dat de verplichting bevat van overname van hun respectieve onderdanen en van de onderdanen van andere landen. Dit betreft eveneens de kwestie van de statenlozen.

#### **Art. 35. Strijd tegen de georganiseerde misdaad en de corruptie**

De partijen komen overeen om samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen de georganiseerde misdaad, met economisch en financieel karakter, tegen de corruptie, met het volledige respect van hun wederzijdse internationale verplichtingen op dit gebied, ondermeer door een efficiënte samenwerking bij het opsporen van fondsen of activa afkomstig van daden van corruptie. Deze bepaling vormt een essentieel onderdeel van deze overeenkomst.

#### **Art. 36. Samenwerking in de strijd tegen illegale drugs**

1. Binnen de grenzen van hun respectievelijke wettelijke kaders werken de partijen samen met het oog op een globale en evenwichtige aanpak, door middel van een efficiënte actie en coördinatie tussen de bevoegde overheden, namelijk uit de sectoren van de gezondheid, onderwijs, de politiediensten, de doeaniers en socialen, van de justitie en binnenlandse zaken, en tevens een reglementering van de wettelijke markt, met als doel het aanbod, de handel in en de vraag naar illegale drugs te verminderen alsook hun weerslag op de druggebruikers en op de maatschappij in haar geheel, en het efficiënter bestrijden van het misbruik van chemische precursoren voor het fabriceren van drugs en psychotrope middelen.

2. De partijen zijn het eens over de samenwerkingsmodaliteiten met het oog op het realiseren van deze doelstellingen. De acties zijn gebaseerd op gemeenschappelijke principes van de internationaal geldende overeenkomsten in dit domein, van de politieke verklaring en van de speciale verklaring inzake de richtlijnen die moeten gevolgd worden om de vraag naar drugs te verminderen, aangenomen door de twintigste speciale zitting van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties over drugs van 1998.

3. De samenwerking tussen de partijen kan een uitwisseling van gezichtspunten bevatten over de wettelijke kaders en de beste praktijken en tevens een technische en administratieve bijstand, meer bepaald in de volgende domeinen : de preventie en de behandeling van verslaving volgens de verschillende modaliteiten waaronder het verminderen van de gevolgen van verslaving ; de informatie- en controlecentra ; de vorming van het personeel ; research op het gebied van drugs ; gerechtelijke en politionele samenwerking en het bestrijden van het misbruik van chemische precursoren voor het fabriceren van drugs en psychotrope middelen. De partijen kunnen beslissen om er andere domeinen bij te betrekken.

4. De partijen kunnen samenwerken voor de bevordering van een duurzaam ontwikkelingsbeleid met het oog op het bestrijden, in de mate van het mogelijke, van de kweek van illegale drugs, meer bepaald cannabis.

#### **Art. 37. Samenwerking in de strijd tegen het witwassen van geld.**

1. De partijen zijn het eens over de noodzaak om samen te werken om ervoor te zorgen dat hun financiële systemen niet kunnen dienen voor het witwassen van geld voortkomend uit criminele activiteiten zoals drugshandel en corruptie.

2. De twee partijen komen overeen om samen te werken via een administratieve en technische hulp met als doel het opstellen en implementeren van de reglementeringen en de verbetering van het functioneren van de mechanismen ter bestrijding van het witwassen van misdaadgeld en het financieren van terrorisme, meer bepaald het opsporen van activa en fondsen afkomstig van criminele activiteiten.

3. De samenwerking maakt de uitwisseling mogelijk van nuttige informatie binnen hun respectievelijke wettelijke kaders en tevens het aanvaarden van geëigende normen ter bestrijding van het witwassen van misdaadgeld en het financieren van het terrorisme, gelijkwaardig met deze aangenomen door de Gemeenschap en de internationale organismen die actief zijn in dit domein, zoals de Financial Action Task Force on Money Laundering (FATF).

#### **Art. 38. Burgermaatschappij**

1. De partijen erkennen de rol en de potentiële bijdrage van een georganiseerde burgermaatschappij, in het bijzonder in de universitaire middelen, van een proces van dialoog en samenwerking voorzien in het kader van huidig akkoord en verbinden zich ertoe de dialoog met deze georganiseerde burgermaatschappij en haar efficiënte participatie te bevorderen.

2. Overeenkomstig de democratische principes en de wettelijke en reglementaire bepalingen van beide partijen, kan de georganiseerde burgermaatschappij :

a) deelnemen aan de beleidsvorming op nationaal niveau;

b) geïnformeerd worden over de raadplegingen over het sectorieel beleid en de ontwikkelings- en samenwerkingsstrategieën, en eraan deelnemen, meer bepaald in die domeinen waarin zij werkzaam is, in alle stadia van het ontwikkelingsproces ;

c) op een transparante manier de financiële inkomsten beheren die haar worden toegekend ter ondersteuning van haar activiteiten ;

d) deelnemen aan de implementering van de samenwerkingsprogramma's, meer bepaald ter versterking van haar middelen, in de domeinen waarin zij werkzaam is.

#### **Art. 39. Samenwerking op het vlak van de modernisering van de Staat en de overheidsadministratie**

De partijen, op basis van een analyse van de specifieke behoeften, uitgevoerd in onderling overleg, komen overeen om samen te werken aan de modernisering van hun overheidsadministratie, meer bepaald in de volgende domeinen :

- a) de verbetering van de organisatorische efficiëntie
- b) de verbetering van de efficiëntie van de instituties op het gebied van de geleverde diensten ;
- c) de garantie van een transparant beheer van de openbare financiën en de responsabilisering ;
- d) de versterking van het juridisch en institutioneel kader ;
- e) de versterking van de middelen die noodzakelijk zijn voor de implementering van het beleid ( openbare diensten, ontwikkeling en uitvoering van de begroting, strijd tegen de corruptie) ;
- f) de versterking van de juridische systemen ;
- g) de verbetering van de mechanismen en controlediensten voor de toepassing van de wet.

**Art. 40.** Modaliteiten van de samenwerking

1. De partijen komen overeen, binnen de grenzen van hun hulpbronnen en hun resectievelijke reglementeringen, om de geëigende middelen ter beschikking te stellen, financiële en andere, om de realisatie van de samenwerkingsobjectieven vermeld in dit akkoord mogelijk te maken.

2. De partijen moedigen de Europese investeringsbank aan om haar operaties in Indonesië verder te zetten, conform haar procedures en financieringscriteria en de geldende wetgeving en reglementering in Indonesië.

**TITEL VI — Institutioneel kader**

**Art. 41.** Gemengd comité

1. De partijen komen overeen om een gemengd comité op te richten in het kader van huidig akkoord, samengesteld uit vertegenwoordigers van beide partijen en van het hoogst mogelijke niveau, en dat de volgende opdrachten zal meekrijgen :

- a) waken over het goed functioneren en de goede toepassing van het akkoord ;
- b) de prioriteiten bepalen in functie van de doelstellingen van het akkoord;
- c) de geschillen oplossen met betrekking tot de toepassing of de interpretatie van het akkoord ;
- d) aanbevelingen doen aan de ondertekenende partijen om de doelstellingen te promoten en, desgevallend, de geschillen oplossen met betrekking tot de toepassing of de interpretatie van het akkoord.

2. Het gemengd comité komt normaliter één keer samen om de twee jaar, afwisselend in Brussel en in Indonesië, op een datum die samen zal worden vastgesteld. De buitengewone zittingen van het gemengd comité kunnen tevens worden samengeroepen mits akkoord van de partijen. Het voorzitterschap wordt afwisselend waargenomen door elk van de partijen. Het agenda van de vergaderingen van het gemengd comité wordt in samenspraak door de partijen opgesteld.

3. Het gemengd comité kan gespecialiseerde werkgroepen oprichten om haar bij te staan in het uitvoeren van haar taken. Deze werkgroepen leggen bij elke vergadering aan het gemengd comité gedetailleerde rapporten voor over hun activiteiten.

4. De partijen komen overeen om het gemengd comité te belasten met het waken over het goed functioneren van elk gesloten of te sluiten sectorieel akkoord of protocol tussen de Gemeenschap en Indonesië.

5. Het gemengd comité bepaalt de regels van de procedure met betrekking tot de toepassing van het akkoord.

**TITEL VII — Slotbepalingen**

**Art. 42.** Clausule toekomstige evolutie

1. De partijen kunnen, met wederzijdse instemming, huidig akkoord wijzigen, herzien en uitbreiden teneinde de samenwerking te versterken, door het ondermeer te voorzien van akkoorden of protocollen in de specifieke domeinen en activiteiten.

2. In het kader van de toepassing van huidig akkoord kan elk van de partijen suggesties uiten die het toepassingsveld van de samenwerking willen vergroten, rekening houdend met de opgedane ervaring bij de implementering ervan.

**Art. 43.** Andere akkoorden

1. Zonder afbreuk te doen aan de desbetreffende bepalingen tot de oprichting van de Europese Gemeenschappen, doen noch deze overeenkomst, noch enige in het kader daarvan te nemen maatregelen, op enigerlei wijze afbreuk aan de bevoegdheden van de lidstaten van de Europese Unie om bilaterale banden met Indonesië aan te knopen in het kader van de economische- en ontwikkelingssamenwerking of desgevallend nieuwe samenwerkings- of partnership-akkoorden te sluiten met dit land.

2. Dit akkoord heeft geen invloed op de toepassing of de uitvoering van de toezeggingen van elke partij in haar betrekkingen met derden.

**Art. 44.** Mechanisme van het reglement

1. Elk van beide partijen mag ieder geschil dat verband heeft op de toepassing of de interpretatie van de overeenkomst voorleggen aan het Gemengd Comité.

2. Het Gemengd Comité zal de geschillen behandelen volgens de modaliteiten bepaald in artikel 41, paragraaf 1, punten c en d.

3. Indien een partij van menin gis dat de andere partij niet heeft voldaan aan één van de verplichtingen uit hoofde van deze overeenkomst, kan zij passende maatregelen nemen. Vooraf biedt zij, behalve in bijzonder dringende gevallen, alle nodige informatie aan het Gemengd Comité, die nodig zijn voor een grondig onderzoek van de situatie met het oog op het vinden van een oplossing die voor beide partijen aanvaardbaar is.

4. De partijen komen, met het oog op de juiste interpretatie en praktische toepassing van de overeenkomst, overeen dat de 'bijzonder dringende gevallen' vermeld in paragraaf 3 die gevallen betreft van substantiële schending van het akkoord door één van de partijen. Een substantiële schending betreft :

i) een afwijzing van de overeenkomst die niet in overeenstemming is met de algemene regels van het internationaal recht of

ii) een ernstige schending van een essentieel element van de overeenkomst, zoals omschreven in artikel 1, paragraaf 1, tot artikel 3, paragraaf 2, en artikel 35.

5. Bij de keuze van de maatregelen moet voorrang worden gegeven aan deze die het minst het functioneren van huidig akkoord verstoren. Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis gebracht van de andere partij en zijn het onderwerp van de raadplegingen van het Gemengd Comité op aanvraag van de andere partij.

**Art. 45. Installaties**

Om de samenwerking in het kader van huidig akkoord te vergemakkelijken, komen beide partijen overeen om de nodige faciliteiten te verlenen ter uitvoering van de opdrachten van de naar behoren gemachtigde experts en ambtenaren die betrokken zijn bij het implementeren van de samenwerking, conform de interne regels en reglementeringen van beide partijen.

**Art. 46. Territoriale toepassing**

Huidig akkoord is van toepassing op deze territoria waar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap van toepassing is onder de in dat Verdrag vermelde voorwaarden enerzijds, en op het territorium van Indonesië anderzijds.

**Art. 47. Definitie van de partijen**

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder partijen verstaan : enerzijds de Gemeenschap, dan wel de lidstaten, dan wel de Gemeenschap en de lidstaten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, en anderzijds de Republiek Indonesië.

**Art. 48. Invoegetreiding en duur**

1. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag volgend op de datum van de maand volgend op de datum waarop de laatste partij de andere in kennis heeft gesteld van de voltooiing van de daartoe vereiste procedures.

2. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een periode van vijf jaar. Ze wordt automatisch verlengd voor opeenvolgende periodes van één jaar, tenzij een schriftelijke kennisgeving van de ene partij naar de andere van haar voornemen om de overeenkomst niet te verlengen, zes maand voor het einde van elke voorafgaande periode van één jaar.

3. Wijzigingen aan deze overeenkomst worden ingevoerd mits wederzijds akkoord van de partijen. Ze treden pas in werking wanneer de partijen elkaar in kennis hebben gesteld van de voltooiing van de daartoe vereiste procedures.

4. Deze overeenkomst kan door een partij worden opgezegd mits een schriftelijke kennisgeving van opzegging gericht aan de andere partij. De overeenkomst is niet langer van toepassing zes maand na de ontvangst van deze kennisgeving door de andere partij.

**Art. 49. Kennisgeving**

De kennisgeving wordt respectievelijk gericht aan de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie en aan de Minister van buitenlandse zaken van de Republiek Indonesië.

**Art. 50. Authentieke tekst**

Deze overeenkomst werd opgesteld in het Duits, Engels, Bulgaars, Deens, Spaans, Ests, Fins, Frans, Grieks, Hongaars, Italiaans, Lets, Litouws, Maltees, Nederlands, Pools, Portugees, Roemeens, Slovaaks, Zweeds, Tsjechisch en Indonesisch, elk van deze teksten gelijkelijk authentiek.

**SLOTAKTE**

De gevolmachtigden van  
De Europese Gemeenschap,  
Hierna « de Gemeenschap » genoemd,  
Alsook  
Het Koninkrijk België  
De Republiek Bulgarije  
De Republiek Tsjechië  
Het Koninkrijk Denemarken  
De federale Republiek Duitsland  
De Republiek Estland  
Ierland  
De Griekse Republiek  
Het Koninkrijk Spanje  
De Republiek Cyprus  
De Franse Republiek  
De Republiek Italië  
De Republiek Letland  
De Republiek Litouwen  
Het Groothertogdom Luxemburg  
De Republiek Hongarije  
Malta  
Het Koninkrijk Nederland  
De Republiek Oostenrijk  
De Republiek Polen  
De Republiek Portugal  
Roemenië  
De Republiek Slovenië  
De Republiek Slowakije  
De Republiek Finland  
Het koninkrijk Zweden

Het Vereneigd Koninkrijk Groot-Brittannië  
Verdragsluitende partijen bij het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag betreffende de Europese Unie, hierna « de Lidstaten » te noemen,

enerzijds,

en

de Regering van de Republiek Indonesië,  
anderzijds,

bijgeëngkomen in Jakarta op 9 november 2009, met het oog op de ondertekening van een globale kaderovereenkomst van partnership en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds, en de Republiek Indonesië anderzijds, hebben deze overeenkomst aangenomen.

De gevolmachtigden van de Lidstaten en de gevolmachtigde van de Republiek Indonesië nemen akte van de volgende unilaterale verklaring van de Europese Gemeenschap :

*De bepalingen van deze overeenkomst die vallen onder het toepassingsbereik van deel drie, titel IV, van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, verbinden I<sup>er</sup>land en het Verenigd Koninkrijk als onderscheiden contracterende partijen en niet in de hoedanigheid van lidstaten van de Europese tot dat het Verenigd Koninkrijk of I<sup>er</sup>land (naargelang het geval) de Republiek Indonesië ter kennis brengt dat het voortaan gebonden is als lid van de Europese Gemeenschap, overeenkomstig het protocol over de positie van het Verenigd Koninkrijk en I<sup>er</sup>land bijgevoegd bij het Verdrag van de Europese unie en bij het Verdrag ter oprichting van de Europese Gemeenschap. Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op Denemarken, overeenkomstig het protocol over de positie van Denemarken bijgevoegd bij voormelde verdragen.*

Brussel, 20 maart 2015.

De Voorzitter

De Secretaris

De Griffier

Voor de Franse Gemeenschapscommissie  
Brussel, 2 april 2015.

Fadila LAANAN  
Minister-President van het College.

Rudi VERVOORT  
Lid van het College

Cécile JODOGNE  
Lid van het College

Didier GOSUIN  
Lid van het College

Céline FREMAULT  
Lid van het College

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15171]

#### Carrière extérieure. — Désignations

Par arrêté royal du 9 novembre 2015, M. Jean-Luc BODSON est accrédité en qualité d'Ambassadeur et Consul général de Belgique dans la République de Nauru, avec résidence principale à Canberra.

Par arrêté royal du 9 novembre 2015, M. Jan de BRUYNE est accrédité en qualité d'Ambassadeur et Consul général de Belgique dans la République centrafricaine, avec résidence principale à Yaoundé.

Par arrêté royal du 12 novembre 2015, M. Guy SEVRIN est accrédité en qualité d'Ambassadeur et Consul général de Belgique en Grenade, avec résidence principale à Kingston.

Par arrêté royal du 12 novembre 2015, M. Paul Cartier est accrédité en qualité d'Ambassadeur et Consul général de Belgique dans la République du Malawi, avec résidence principale à Dar es Salaam.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15171]

#### Buitenlandse carrière. — Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 9 november 2015 wordt de heer Jean-Luc BODSON geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Republiek Nauru, met standplaats te Canberra.

Bij koninklijk besluit van 9 november 2015 wordt de heer Jan de BRUYNE geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Centraal-Afrikaanse Republiek, met standplaats te Yaoundé.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2015 wordt de heer Guy SEVRIN geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in Grenada, met standplaats te Kingston.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2015 wordt de heer Paul Cartier geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Republiek Malawi, met standplaats te Dar es Salaam.